

Dépot légal 1512827

45, Vol. 2, du 10 au 16 Juillet 2026

Magazine HAÏTI-ESPOIR



Revue de l'actualité nationale et internationale

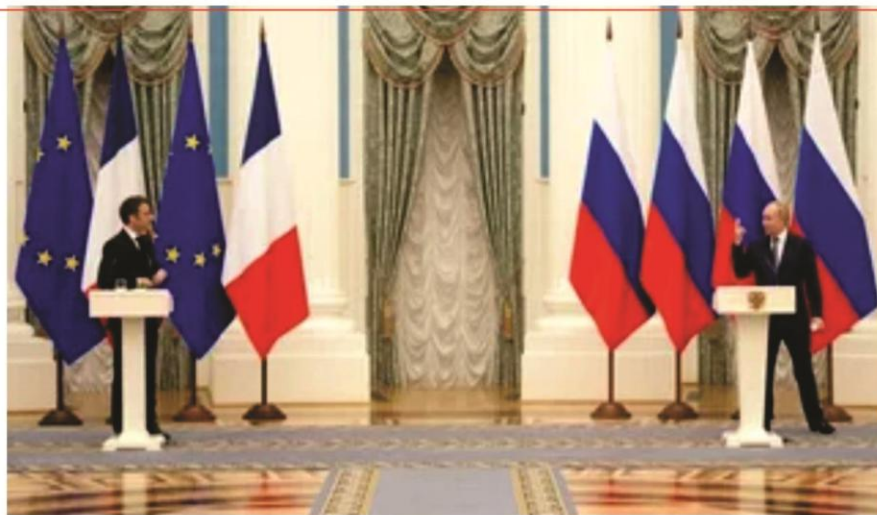
www.magazinehaitiespoir.site

Facebook : Magazine Haïti-Espoir

Phone: +509 34751155/

AIDEZ-NOUS au NATCASH : +(509)5622 0262

LA CARICOM SE RÉCONCILIE AVEC LE PREMIER MINISTRE ALIX DIDIER FILS-AIMÉ



La stratégie de l'OTAN vise-t-elle au renversement du président Vladimir Poutine ?

IMPORTANCE DU TRAITEMENT DU CANCER À BASE DE VENIN DE SCORPION BLEU À CUBA.



Vidatox: Tratamiento contra el Cáncer en Cuba para todas las edades

Haïti : entre tensions politiques et avancées du gouvernement



TOLLÉ INUTILE POUR LA MISE À PIED D'UN DIRECTEUR GÉNÉRAL



Le Directeur Général de l'Unité de Lutte Contre la Corruption (ULCC), M. **Hans Jacques Ludwig Joseph**, a été démis de ses fonctions au début de ce mois de Juillet 2026. L'ULCC fait partie d'une série d'institutions créées en 2004, en vue de lutter contre la corruption en Haïti, telles que l'Unité Centrale de Renseignements Financiers (UCREF), la Commission Nationale des Marchés Publics (CNMP), en plus du travail de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif (CSCCA) et de l'Inspection Générale des Finances (IGF). Joseph avait été nommé à ce poste le 23 Juillet 2020, sous la Présidence de feu **Jovenel Moïse**, en remplacement de Me. **Rockfeller Vincent** qui avait été lors promu Ministre de la Justice et de la Sécurité Publique (MJSP). À ce moment-là il y avait toute une série de manifestations populaires contre les gouvernements de l'époque pour la dilapidation présumée des fonds Petro Caribe générés par l'aide vénézuélienne. Dieu seul sait si, à l'encontre de ceux qui l'avaient proposé et nommé, M. Joseph s'était bien acquitté de sa mission qui est de :

- mener des enquêtes sur les cas de corruption dans l'administration publique ;

- recevoir les déclarations de patrimoine des gestionnaires de deniers publics, à l'entrée et à la sortie de leur fonction ;
- appliquer les dispositions des conventions anti-corruption, auxquelles la République d'Haïti est partie ;
- prévenir la corruption au sein de la société par l'éducation des jeunes et la sensibilisation des adultes ;
- définir la stratégie anti-corruption de l'Etat haïtien.

Par contre, à l'approche des élections générales dans le pays l'ULCC a entrepris des démarches administratives pour passer en revue les gestions de certains anciens Premiers Ministres, Ministres, Directeurs Généraux et autres grands commis de l'Etat dont les ambitions politiques sont connues de tous. Nous n'avons pas les preuves pour ce dire, mais des voix se sont élevées pour qualifier certaines de ces initiatives comme politiquement motivées, par ces temps de candidatures présidentielles tous azimuts...

Page suivante

En tout cas, M. Joseph a passé six (6) longues années à la tête de l'institution. Ce qui est assez bizarre dans la fonction publique haïtienne où l'on cherche, par tous les moyens, à se supplanter l'un l'autre dans les postes de responsabilité. C'est une preuve indéniable que les dirigeants politiques ayant pris la relève de Jovenel Moïse, de 2021 à 2026, n'ont montré aucune animosité contre le travail du Directeur Général de l'ULCC ; sinon il en aurait été longtemps déjà éjecté.

N'y a-t-il pas assez de cadres techniques dans le pays pour prendre le relais de fonctionnaires dont les services ne pourraient jamais être viagers. De 2004 à 2026, durant 22 ans plusieurs directeurs généraux se sont donc succédé à la tête de l'ULCC, sans que leurs départs n'aient suscité des critiques acerbes ni d'accusations contre les pouvoirs en place. Pourquoi maintenant ?

Le Directeur Général de l'ULCC est nommé par Arrêté Présidentiel pris en Conseil des Ministres. Il s'agit donc d'un poste politique qui fait de son détenteur un employé "hors-cadre". Il n'a pas de durée de mandat établi par la loi. Donc, il peut être remplacé à tout moment par l'autorité de nomination sans autre forme de procès.

S'il s'agissait d'un employé cadre, en cas de non acceptation de la mise à pied, l'homme pourrait exercer graduellement les recours suivants :

- *le recours gracieux*, par-devant celui qui a pris la décision de mise à l'écart jugée injuste ;
- *le recours hiérarchique*, par-devant le Ministre de tutelle (dans ce cas, le Ministère de l'Economie et des Finances) ;
- *le recours contentieux*, par-devant la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif (CSCCA).

Hans Jacques Ludwig Joseph sait bien lui-même le caractère politique et passager de son poste. Et pourtant, son remplacement a provoqué un curieux tollé sur les réseaux sociaux et même dans les médias traditionnels qui ont accusé le Premier Ministre Alix Didier Fils-Aimé de protéger des anciens ordonnateurs et comptables de deniers publics, favorisant ainsi leur potentielle candidature à des postes électifs. Cela porte à croire que M. Joseph lui-même servirait des causes politiques inavouées en mettant sciemment des bâtons dans les roues de certains hommes d'Etat. Dans ce dossier, les accusations sans preuves et les dénonciations contre Fils-Aimé, ont eu l'effet contraire : dévoiler des choses insoupçonnées.

Par ailleurs, cela nous a montré deux choses :

- l'ignorance feinte ou réelle par certains des structures administratives et du droit administratif du pays ;
- la volonté de nuire à un gouvernement qu'on n'aime pas, en lui cherchant la petite bête ou en faisant feu de tout bois.

Il y a toujours des raisons pour adresser des critiques constructives aux dirigeants haïtiens d'hier et d'aujourd'hui. Cependant, des critiques destructives ou des accusations sans fondement mettent ceux qui les émettent dans une situation contraire au principe d'objectivité. Les prises de position de la presse citoyenne ou du journalisme participatif, pour être utiles, doivent se baser à tout moment sur les principes et respecter les prérogatives des uns et des autres. Mais, sur l'autel des intérêts mesquins, des passions exacerbées, des choix politiques et des candidatures latentes, on pense pouvoir sacrifier des principes qui pourtant ont la vie dure.

Haïti-Espoir

HAITI-ESPOIR :
IDENTIFIER LES PROBLÈMES ;
DÉTERMINER LEURS CONSÉQUENCES ;
RECHERCHER LEURS CAUSES ;
SENSIBILISER LES GENS ;
ET LES MOBILISER AUTOUR DES SOLUTIONS !

GÉNÉRIQUE

Directeur Général
Me. Jean Hénoc Faroul

Rédacteur en Chef
Me. Jean Hénoc Faroul

Secrétaire de Rédaction
Me. Jean Hénoc Faroul

Rédaction
Mutchi Obas
Alex Calas
Ing. Moïse Charles
Ing. Yves Junior Vancol
Me. Manfred Siméon
Me. Jean Hénoc Faroul
Bernadel Joseph
Jean Gustave Molin
Marttine Milard

Promotion
Alex Calas

Reporter
Thomas Goldy

Responsables de Publicité
Eder Rosier

Marketing et distribution
Jean Eudes Pierre Jean

Art graphique
Alexis Jean Billy.

La stratégie de l'OTAN vise-t-elle au renversement du président Vladimir Poutine ?

Par Yves Junior Vancol



Emmanuel Macron et Vladimir Poutine. Crédit/Photo Thibalut Camus/Reuters

Depuis le déclenchement de la guerre entre la Russie et l'Ukraine en février 2022, les débats sur les objectifs stratégiques des puissances occidentales se sont intensifiés. Au-delà du soutien militaire, financier et diplomatique accordé à l'Ukraine, certains analystes estiment que

l'OTAN chercherait à affaiblir durablement la Russie, voire à provoquer un changement de leadership au Kremlin. Cette analyse présente cette hypothèse dans une perspective géostratégique, tout en distinguant les faits établis des interprétations.

Une guerre qui dépasse le cadre ukrainien

Selon cette lecture stratégique, le conflit russo-ukrainien ne se limite pas à un différend territorial. Il s'inscrirait dans une compétition plus large entre deux visions de l'ordre international : d'un côté les puissances occidentales, conduites par les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN, et de

l'autre la Russie, soutenue notamment par la Chine, la Corée du Nord et d'autres partenaires. L'objectif stratégique attribué à l'OTAN serait d'empêcher la Russie de devenir une puissance capable de remettre en cause l'équilibre géopolitique et économique dominé par l'Occident.

Les facteurs ayant renforcé les inquiétudes occidentales

Avant la guerre, la Russie avait engagé d'importants investissements dans plusieurs secteurs stratégiques :

- le développement de son industrie énergétique, notamment pétrolière et gazière ;
- le renforcement de son agriculture ;
- l'amélioration de ses capacités militaires ;
- les progrès réalisés dans les domaines spatial et technologique, avec un nombre important de satellites en orbite ;

- le développement de partenariats stratégiques avec la Chine et d'autres États membres des BRICS.

Parallèlement, les BRICS ont multiplié les initiatives visant à réduire leur dépendance au dollar américain dans les échanges internationaux et à renforcer leurs propres mécanismes financiers. Pour certains observateurs, cette évolution représentait un défi majeur pour la position dominante des puissances occidentales.

[Page suivante](#)

Une stratégie d'usure à long terme

Dans cette perspective, le soutien occidental à l'Ukraine s'inscrirait dans une stratégie d'usure visant à affaiblir progressivement les capacités économiques, militaires et politiques de la Russie. Les attaques répétées contre certaines infrastructures énergétiques russes illustrent cette logique d'érosion des ressources économiques nécessaires à

l'effort de guerre. Comme réponse ferme : la Russie a mené une attaque aérienne massive contre l'Ukraine au cours de la nuit et de la journée du 6 juillet 2026, faisant au moins 24 morts et des dizaines de blessés, principalement à Kiev et dans sa région.

Le bilan de l'attaque

Selon les informations publiées par des médias comme *Le Parisien* et *Radio-Canada*, l'assaut a été d'une violence extrême.

Armes utilisées : L'armée russe a déployé 351 drones et 68 missiles. Les forces ukrainiennes ont fait face à un manque de missiles intercepteurs Patriot, ce qui a permis à la totalité des 29 missiles balistiques russes de toucher leurs cibles.

Victimes civils : Au moins 16 personnes ont été tuées à Kiev et 8 autres à Vychneve, dans la banlieue de la capitale.

Une trentaine d'immeubles résidentiels a été gravement endommagée ou éventrée.

Deux raisons principales expliquent le timing et l'intensité de ces bombardements :

Représailles face aux attaques ukrainiennes : Le ministère russe de la Défense a officiellement revendiqué cette opération comme une réponse aux frappes massives de drones menées récemment par Kiev. L'Ukraine a en effet multiplié les attaques contre le secteur énergétique russe, provoquant un blocus et des pannes d'électricité majeures en Crimée, ainsi que des frappes contre un terminal pétrolier à Saint-Petersbourg.

Pression politique avant le sommet de l'OTAN :



Kiev sous les bombes russes. Crédit/Photo du Ministère des Urgences de l'Ukraine et AFP

Ce bombardement intervient à la veille d'un sommet crucial de l'OTAN à Ankara, en Turquie. Lors de cet événement, le président ukrainien Volodymyr Zelensky doit rencontrer le président américain Donald Trump pour tenter de débloquent de nouveaux efforts de paix et réclamer d'urgence des systèmes de défense antiaérienne à ses alliés occidentaux. Par cette démonstration de force, Moscou Les services de renseignement ukrainiens (le SBU et le GUR) ont considérablement intensifié leur stratégie d'assassinats ciblés de hauts responsables militaires, d'ingénieurs et d'idéologues russes. Cette campagne

cherche à imposer ses conditions et à exploiter les failles actuelles de la défense ukrainienne. Parallèlement, plusieurs assassinats ciblés de personnalités russes, attribués selon diverses sources à des opérations clandestines, alimentent les interrogations sur une éventuelle stratégie destinée à fragiliser les cercles proches du pouvoir.

clandestine vise explicitement à déstabiliser l'appareil d'État russe, à semer la paranoïa au sein du Kremlin et à punir ceux qui avaient orchestré l'invasion.

Page suivante

Les cibles majeures de cette stratégie

Plusieurs personnalités de premier plan ont été éliminées lors d'opérations spéciales spectaculaires, parfois directement sur le sol russe ou en territoire occupé

Généraux et commandants militaires : En décembre 2024, le général Igor Kirillov, commandant des forces de défense radiologique, chimique et biologique, a été tué à Moscou par l'explosion d'une trottinette piégée. Plus récemment, des généraux russes ont été assassinés au pied de leurs immeubles à Moscou, provoquant une panique majeure concernant la sécurité intérieure russe.

Ingénieurs du secteur de la défense : Mikhaïl Chatski, un ingénieur de haut niveau spécialisé dans la conception des

missiles russes, a été abattu par balles fin 2024.

Officiers de marine : Le capitaine de vaisseau Valeri Trankovski, chef d'état-major de la 41e brigade de navires lance-missiles de la flotte de la mer Noire, a péri en Crimée dans l'explosion de sa voiture piégée. Kiev l'avait désigné comme un criminel de guerre responsable de frappes meurtrières sur des civils.

Idéologues et propagandistes : Dès le début du conflit, des figures de la sphère ultranationaliste comme Daria Douguina (fille de l'idéologue de l'appareil de sécurité Alexandre Douguine) ou le blogueur militaire Vladlen Tatarski ont été victimes d'attentats à la bombe.

Les objectifs stratégiques de Kiev



Attentat à la voiture piégée à Moscou. 9 Juin 2026. Photo, Maxime Shipenkov/EPA/MAXPPP.

Les analystes et les services de sécurité occidentaux s'accordent sur le fait que cette guerre de l'ombre remplit trois fonctions critiques pour l'Ukraine :

Exposer les failles russes : En frappant au cœur de Moscou, l'Ukraine démontre les « négligences stupéfiantes » du Service fédéral de protection ([FSO]([wikipedia.org](https://fr.wikipedia.org/wiki/Service_f%C3%A9d%C3%A9ral_de_protection) de protection)) et du FSB.

Semer la paranoïa au pouvoir : D'après des rapports des agences de renseignement européennes, cette vague d'assassinats a contraint le Kremlin à drastiquement renforcer la sécurité personnelle de Vladimir Putin et à installer des systèmes de surveillance chez ses plus proches collaborateurs pour parer à la peur d'une trahison interne ou d'un coup d'État.

Effet de dissuasion psychologique : Exécuter des cibles loin des lignes de front envoie un signal clair à l'élite russe : quiconque participe activement à la machine de guerre contre l'Ukraine n'est en sécurité nulle part.

Le renversement de Vladimir Poutine constitue-t-il un objectif stratégique ?

Tout au long de cette guerre le renversement de Vladimir Poutine ne constitue pas un objectif stratégique officiel pour les puissances occidentales ou l'OTAN. Selon les éléments de doctrine géopolitique concernant cette question, s'articule autour de :

Non-ingérence et risques d'escalade : Les États-Unis, l'OTAN et la France ont officiellement exclu le changement de régime. Leurs politiques visent à soutenir l'Ukraine, à restaurer son intégrité territoriale et à dissuader de nouvelles attaques russes, tout en évitant le risque d'une confrontation directe qui pourrait mener à une escalade nucléaire.

Maintenant les Occidentaux n'écarteraient pas cette option.

Selon cette hypothèse, l'objectif ultime ne serait pas uniquement de limiter les capacités militaires russes, mais également de provoquer une crise politique interne susceptible d'affaiblir ou de remplacer le leadership actuel. L'idée serait de créer un climat d'incertitude au sein de

La peur du vide et de l'imprévisibilité : De nombreux experts estiment qu'un renversement de Vladimir Poutine pourrait créer un chaos politique interne ou mener à l'accession au pouvoir de factions encore plus radicales. Les conséquences d'une déstabilisation rapide d'un État doté de l'arme nucléaire sont jugées trop dangereuses.

Contenir plutôt que remplacer : La stratégie globale des puissances alliées se concentre sur l'affaiblissement de la capacité de la Russie à soutenir son économie de guerre et à financer son invasion, par le biais de sanctions sévères et d'une dissuasion militaire accrue.

l'élite politique, militaire et économique russe afin d'encourager des divisions internes. Malgré tout, l'élite russe subit la situation dans une logique de "loyauté forcée". S'il n'y a pas de signe de complot ou de révolte de palais imminente par manque d'outils de coordination, la

cohésion du système repose entièrement sur la capacité du pouvoir à masquer l'épuisement économique et militaire.

Cependant, aucune preuve publique ne démontre que le renversement du président Vladimir Poutine constitue un objectif officiel déclaré de l'OTAN. Les gouvernements occidentaux affirment officiellement soutenir la souveraineté de l'Ukraine et la sécurité européenne, sans

annoncer comme objectif un changement de régime à Moscou.

Bien que le renversement de Vladimir Poutine ne soit pas un objectif officiel, de nombreux analystes géopolitiques estiment qu'il peut être perçu comme un objectif implicite ou indirect à long terme pour certains gouvernements occidentaux.

Cette analyse repose sur plusieurs dynamiques stratégiques :

Affaiblissement par l'usure : Le niveau massif des sanctions économiques et de l'aide militaire à l'Ukraine vise à asphyxier l'économie russe. Pour certains observateurs, cette pression continue cherche à provoquer une rupture interne au sein des élites russes ou de la population, rendant le coût du régime intenable.

Incompatibilité de sécurité : Tant que Vladimir Poutine reste au pouvoir, une architecture de paix durable en Europe semble impossible aux yeux de nombreux dirigeants occidentaux. Cela crée une incitation forte, bien qu'inavouée, à espérer un changement de leadership pour normaliser les relations.

Le précédent historique de l'Union soviétique

Les partisans de cette analyse établissent un parallèle avec la fin de l'Union soviétique. Ils considèrent que les réformes de la Perestroïka, engagées à partir de 1985 sous la direction de Mikhaïl Gorbatchev, visaient à restructurer l'économie et le système politique de l'Union soviétique. Ce vaste programme de réformes incluait des mesures concrètes :

La Perestroïka : La « restructuration » économique qui a permis l'autorisation d'entreprises privées, la création de coopératives et une décentralisation des entreprises d'État.

La Glasnost : La politique de « transparence » et d'ouverture qui a allégé la censure, libéré la parole publique et permis une plus grande liberté d'expression.

L'importance de l'anticipation stratégique

Cette analyse met également en évidence le rôle essentiel des centres de réflexion stratégique (think tanks) dans l'élaboration des politiques publiques. Un État incapable d'anticiper les menaces économiques, technologiques, militaires ou informationnelles risque de perdre progressivement sa capacité d'influence et de défendre efficacement ses intérêts nationaux. Dans un environnement international marqué par une compétition permanente entre grandes puissances, la capacité d'anticipation constitue un facteur essentiel de souveraineté.

La guerre entre la Russie et l'Ukraine dépasse largement le seul cadre militaire. Elle reflète une rivalité géopolitique majeure portant sur l'équilibre futur des rapports de

Rhétorique et maladroites politiques : Des déclarations passées, comme celle de Joe Biden en 2022 affirmant que Poutine « ne peut pas rester au pouvoir », alimentent le soupçon que le changement de régime est le but ultime recherché, malgré les rétractations officielles qui ont suivi.

Le dilemme de la communication : Avouer un tel objectif donnerait du poids au narratif du Kremlin, qui présente la guerre en Ukraine comme une lutte existentielle de la Russie contre un Occident cherchant à la détruire. L'ambiguïté reste donc l'outil diplomatique privilégié.

Ces réformes ont profondément bouleversé le pays et ont conduit, de manière involontaire, à la fin de la guerre froide et à la dissolution de l'URSS en décembre 1991. Et ont contribué à l'effondrement du système soviétique, dans un contexte de forte pression économique et géopolitique exercée par les Etats-Unis. Selon cette interprétation, certains responsables occidentaux espéreraient voir émerger un nouveau dirigeant russe favorable à une transformation profonde du système politique russe. Cette comparaison demeure toutefois débattue parmi les historiens et les spécialistes des relations internationales.

puissance internationaux. L'hypothèse selon laquelle l'OTAN poursuivrait un objectif de renversement du président Vladimir Poutine demeure une analyse stratégique avancée par certains observateurs, mais elle n'est pas reconnue comme une politique officielle de l'Alliance. Les déclarations publiques de l'OTAN mettent l'accent sur le soutien à l'Ukraine, la défense de ses États membres et la stabilité européenne. L'évolution du conflit permettra de déterminer si la stratégie occidentale aboutira principalement à un affaiblissement durable de la Russie, à une négociation politique ou à une recomposition plus profonde des équilibres internationaux.

Yves Junior VANCOL

BUREAU DE MONÉTISATION DES PROGRAMMES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT



BMPAD

Le Bureau de Monétisation des Programmes d'Aide au Développement (BMPAD) est un organisme public autonome, chargé d'assurer la mobilisation, la gestion et la mise en œuvre de projets structurants inscrits dans la politique de développement du Gouvernement.



La création du BMPAD en 2008 a mis fin au Bureau de Gestion du Programme PL-480/Titre III.

Cet organisme fonctionnait sous la direction du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe. Contrairement au Bureau de Gestion du Programme PL-480/Titre III, le BMPAD jouit d'une autonomie administrative et financière. Il assure le relais « des accords, des conventions et des protocoles d'entente » de l'ancienne structure. Sa mission est clairement définie selon les statuts précisés dans sa loi cadre.

bmpad.gouv.ht, Port-au-Prince, Haïti

LA CARICOM SE RÉCONCILIE AVEC LE PREMIER MINISTRE ALIX DIDIER FILS-AIMÉ



Le Premier Ministre Fils-Aimé

La 51ème Réunion Ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Caricom s'est tenue du 5 au 8 Juillet 2026 à Gros Islet, Sainte Lucie, sous la présidence tournante de son Premier Ministre, **Lucie Philip J. Pierre**. Cette rencontre au sommet a eu lieu dans un contexte marqué par :

- la réélection des gouvernements des **Bahamas** et d'**Antigua-et-Barbuda** ;
- les pressions des USA sur la CARICOM en raison du soutien à la Cuba communiste ;
- le déploiement de la force multinationale dénommée "Force de Répression des Gangs (FRG)" dans une Haïti ravagée par les bandes armées et où des opposants appellent à la démission de son chef de gouvernement ;

L'agenda de la Caricom :

La mission principale de la Caricom est de ;

- Favoriser l'intégration économique et la coopération entre les pays membres ;
- Assurer la sécurité de la région, laquelle est menacée par le narco-terrorisme et le commerce illicite d'armes dénoncée vivement par l'administration Trump; sans compter la situation d'Haïti qui constitue une menace pour la sécurité régionale ;

- Et des tensions administratives internes.

Ces tensions procèdent d'un différend concernant la procédure de reconduction de la Secrétaire Générale de l'institution, **Carla Barnett** de Belize, à laquelle s'est opposée le premier ministre de Trinidad-et-Tobago, **Kamala Persad-Bissessar**. En définitive, les leaders de la région ont pu s'entendre sur cette épineuse question. Ils ont convenu d'engager une procédure consultative en vertu de l'article 212 du *Traité révisé de Chaguaramas* relatif à l'interprétation et l'application dudit traité, et dans ce cas précis, au processus de nomination du Secrétaire Général. Le Secrétariat Général a saisi la Cour Caribéenne de Justice (CCJ) pour un avis consultatif sur le différend.

- Promouvoir le développement durable ;
- Accompagner Haïti dans la résolution de sa sempiternelle crise de gouvernance.
- Coordonner la politique étrangère;

Les pays membres ne sont pas toujours sur la même longueur d'onde diplomatique au sein de la Caricom, avec l'existence d'une controverse concernant la politique agressive de Donald Trump dans la sous-région caribéenne,

la région latino-américaine et le monde. Certains comme le Premier Ministre de Trinidad-et-Tobago, **Kamala Persad-Bissesar**, l'appui, alors que le Premier Ministre de Antigua-et-Barbuda, **Gason Browne**, représente le grand critique de la politique étrangère des USA. Par ailleurs, les

Caribéens orientaux reprochent à Donald Trump de s'attaquer aux bateaux de pêche de la zone, au motif de lutte contre le narcotrafic. Ces derniers temps, la quête d'unité face aux grands dossiers qui agitent la sous-région caribéenne, s'avère une priorité pour l'organisation.

Le dossier haïtien et la Caricom:



Ambassadeur Colin Granderson, un expert des questions haïtiennes et Conseiller Spécial de la Caricom sur Haïti.

Aujourd'hui 5 mois après, une partie de l'opposition s'impatiente et réclame déjà la démission de Fils-Aimé et son remplacement par la formule bicéphale. Pourtant, certains de ces partis politiques sont signataires du *Pacte National pour la Stabilité et l'Organisation des Élections*, qui n'avait pas prévu de date de fin de mandat pour le Premier Ministre/Président. Ces partis contestataires ont

Depuis le coup d'Etat du 30 Septembre 1991 contre le Président Jean-Bertrand Aristide, la Communauté caribéenne fait les bons offices dans les récurrentes crises politiques haïtiennes. La dernière fois en Avril 2024, elle avait pu obtenir entre les parties haïtiennes - les partisans du Premier Ministre/Président déchu Ariel Henry, l'opposition politique, le secteur privé des affaires et la société civile organisée - un accord qui avait conduit à la mise en place d'une Présidence collégiale dénommée '*Conseil Présidentiel de Transition (CPT)*'. Le CPT, n'ayant pas accompli sa mission de réaliser la réforme constitutionnelle, rétablir la sécurité et organiser les élections, le 7 Février 2026 il a dû faire place à son Premier Ministre Alix Didier Fils-Aimé qui joue depuis lors en même temps le rôle de chef d'Etat.

notifié leur position aux "Éminentes Personnalités de la Caricom" dont ils ont sollicité à nouveau les bons offices pour une nouvelle ronde de négociations. Des forces politiques haïtiennes estiment que de telles démarches mettent à mal le prestige du pays, en laissant l'impression que les Haïtiens se chamaillent sans cesse pour s'accaparer de la direction du pays à des fins personnelles.



Au centre, Colin Granderson de la Mission Civile Internationale en Haïti (MICIVIH, 1993-2000)

Alors que le doute planait sur sa participation à la 51^{ème} Réunion Ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Caricom, Fils-Aimé y a pris part sans problème. Contre les attentes de ses contempteurs, la Caricom, dans sa *Déclaration en Support à la République d'Haïti*, n'a pas exprimé aucune hostilité ni formulé de critique contre le Premier Ministre haïtien. Elle s'est bornée à encourager les actions en faveur du rétablissement de la sécurité et l'organisation des élections, tout en promettant son soutien aux efforts tendant vers ces objectifs.

<< La CARICOM réaffirme son soutien au renforcement des institutions de sécurité nationale d'Haïti et appelle au déploiement complet et au renouvellement du mandat de la Force de répression des gangs (GSF), reconnaissant que la sécurité d'Haïti est indissociable de la sécurité et de la stabilité de l'ensemble des Caraïbes.>>

<< La CARICOM réitère son engagement à poursuivre sa collaboration étroite avec les autorités haïtiennes, les Nations Unies, l'Organisation des États américains et les autres partenaires internationaux afin d'aider Haïti à surmonter la crise actuelle et à créer les conditions propices à la sécurité, à des élections libres et crédibles et à une stabilité durable. >> ,

<<La Communauté caribéenne encourage tous les partenaires à soutenir un dialogue constructif avec les autorités haïtiennes actuelles et toutes les parties prenantes clés afin de contribuer à une approche coordonnée et unifiée qui place les intérêts, la sécurité et l'avenir du peuple haïtien au cœur des efforts collectifs.>> , ont déclaré les leaders des 15 Etats Membres.

La sécurité tient l'organisation des élections en état :



Des éléments de la nouvelle armée haïtienne

L'organisation des élections dépend de progrès substantiels dans les conditions sécuritaires et la récupération des territoires contrôlés par les groupes armés. Or, ces progrès ne dépendant pas des seules autorités internes d'Haïti : la Force de Répression des Gangs (FRG) et les compagnies privées internationales de sécurité (les mercenaires) y jouent un rôle primordial. Dans une certaine mesure, on est obligés d'avancer sur leurs rythmes et tempo. On n'en est

pas encore au déploiement du tiers de l'effectif promis, soit un personnel de 5,500 personnes.

De ce fait, il s'avère difficile de rejeter la lenteur du processus sur le Gouvernement actuel et lui prêter des intentions de faire durer le plaisir.

En effet, même si les progrès dans les domaines sécuritaire et électoral sont assez lents, force est d'admettre que:

- sous la gouvernance de Fils-Aimé, plus qu'auparavant, plusieurs milliers de policiers sont sortis de l'Académie et l'Ecole de Police ;
- désormais, sous le leadership de son Ministre de la Défense, **Mario Andrésol**, la remobilisation des
- parallèlement, la *Force de Répression des Gangs* (FRG) se déploie graduellement sur le terrain, tout en recevant des appuis financiers des grands Etats membres de l'ONU, comme la France, les USA, le Canada et le Royaume-Uni.

Forces Armées d'Haïti n'a jamais autant été prise au sérieux. En effet, plusieurs milliers de militaires sont sortis des centres de formation *Vertières* et *Anacaona*, et d'autres promotions sont en train d'être recrutées ;

- Enfin la *Task Force* sur la sécurité et les mercenaires étrangers appuient les opérations de la PNH contre les bandes armées, avec les résultats que l'on sait.



Les soldats de la FRG en Haïti

On est en pleine mise en place de quelque chose semblable à des préparatifs pour un assaut final.

La FRG devrait compléter son déploiement en Octobre prochain et ses dirigeants ont promis de ramener la sécurité publique dans le pays à l'horizon de l'année 2028. Or, sans ce déploiement, il est difficile d'organiser ces élections dans des conditions acceptables. On comprend bien que cette réalité incontournable dérange les adversaires du Premier Ministre, qui aimeraient le remplacer avant la tenue de ces comices.

Les 5 mois de gouvernance monocéphale d'Alix Didier Fils-Aimé n'est pas plus longue que celle d'Ariel Henri (20 Juillet 2021-25 Avril 2024 : 2 ans 9 mois), même s'il est en poste comme Premier Ministre du CPT du 11 Novembre

2024 au 7 Février 2026 (1 an 3 mois). En tout et pour tout, Fils-Aimé dirige l'administration publique haïtienne depuis 1 an 8 mois.

Les résultats peuvent être insatisfaisants pour beaucoup, mais l'opinion publique internationale se sent fatiguée des éternels changements d'équipes monocéphale, bicéphale et collégiale, qui se succèdent au Pouvoir en Haïti depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse le 7 juillet 2021. Même au sein de la population haïtienne, on se désespère de cette sempiternelle chaise musicale à la primature et au palais présidentiel, pour se concentrer notamment sur les résultats dans la lutte contre l'insécurité et l'organisation des élections.

Magazine HAITI-ESPOIR

SERVICE MARITIME DE NAVIGATION D'HAÏTI SEMANAH



Le SEMANAH a une mission de régulation et de contrôle des eaux maritimes haïtiennes, qu'il soit côtier, régional ou international. Il agit suivant les directives de son Conseil d'Administration composé du :

- Ministre des Travaux Publics, Transports et Communications, Président*
- Ministre de l'Économie et des Finances, Membre*
- Ministre des Affaires Étrangères et des Cultes, Membre*
- Ministre de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales, Membre*
- Ministre du Commerce et de l'Industrie, Membre*
- Directeur Général de l'Institution, Secrétaire du Conseil*



Au milieu, le Directeur Général Eric Prévost Junior

Le SEMANAH joue donc un rôle important en aidant l'État à cerner dans son ensemble les multiples problèmes liés au domaine maritime.

Dans un milieu en perpétuelle mutation et à côté de l'intensification des exigences, le SEMANAH joue un rôle de premier ordre dans la sécurité, la sûreté du transport maritime et la protection de l'environnement marin. Cette mission s'exerce dans les limites de sa juridiction à travers sa structure fonctionnelle.

De plus, par son implantation territoriale, le SEMANAH offre un service public de proximité aux usagers de la mer.



DÉCLARATION DE LA COMMUNAUTÉ CARAÏBE (CARICOM) EN SOUTIEN À LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI



Publié en marge de la cinquante et unième réunion ordinaire de la Conférence des chefs de gouvernement de la Communauté caribéenne (CARICOM), tenue à Sainte-Lucie.

Le 7 juillet 2026

Les chefs de gouvernement de la Communauté caribéenne (CARICOM), réunis à Castries (Sainte-Lucie) pour leur cinquante et unième réunion ordinaire, réaffirment leur solidarité indéfectible avec le peuple haïtien et leur engagement constant à soutenir les efforts déployés par Haïti pour rétablir la sécurité, renforcer les institutions démocratiques et renouer avec un gouvernement constitutionnel.

La Conférence salue les efforts entrepris par le gouvernement de la République d'Haïti, sous la direction du Premier ministre, Son Excellence Alix Didier Fils-Aimé, pour renforcer la sécurité nationale, faire progresser le processus électoral et jeter les bases d'élections libres, crédibles, inclusives et pacifiques. La CARICOM salue les progrès accomplis et encourage la poursuite de ces efforts.

Les chefs de gouvernement soulignent que la réussite de la transition actuelle demeure essentielle pour permettre au peuple haïtien de choisir librement ses dirigeants par le

biais d'un processus électoral démocratique. Ils saluent l'attention constante portée par le gouvernement aux priorités immédiates d'Haïti : le rétablissement de la sécurité, la garantie de la stabilité et la poursuite du processus électoral.

La CARICOM réaffirme son soutien au renforcement des institutions de sécurité nationale d'Haïti et appelle au déploiement complet et au renouvellement du mandat de la Force de répression des gangs (GSF), reconnaissant que la sécurité d'Haïti est indissociable de la sécurité et de la stabilité de l'ensemble des Caraïbes.

La CARICOM réitère son engagement à poursuivre sa collaboration étroite avec les autorités haïtiennes, les Nations Unies, l'Organisation des États américains et les autres partenaires internationaux afin d'aider Haïti à surmonter la crise actuelle et à créer les conditions propices à la sécurité, à des élections libres et crédibles et à une stabilité durable.

[Page suivante](#)

La Communauté caribéenne encourage tous les partenaires à soutenir un dialogue constructif avec les autorités haïtiennes actuelles et toutes les parties prenantes clés afin de contribuer à une approche coordonnée et unifiée qui place les intérêts, la sécurité et l'avenir du peuple haïtien au cœur des efforts collectifs.

La Communauté demeure convaincue que, grâce à un engagement national soutenu et à un soutien régional et international continu, Haïti parviendra à un avenir sûr, stable et démocratique, pour le bien de son peuple et de la Communauté caribéenne dans son ensemble.

STATEMENT BY THE CARIBBEAN COMMUNITY (CARICOM) IN SUPPORT OF THE REPUBLIC OF HAITI

Issued on the margins of the Fifty-First Regular Meeting of the Conference of Heads of Government of the Caribbean Community (CARICOM), held in Saint Lucia.

7 July 2026

The Heads of Government of the Caribbean Community (CARICOM), meeting at their Fifty-First Regular Meeting in Castries, Saint Lucia, reaffirm their unwavering solidarity with the people of Haiti and their continued commitment to supporting Haiti's efforts to restore security, strengthen democratic institutions, and return to constitutional governance.

The Conference welcomes the efforts undertaken by the Government of the Republic of Haiti, under the leadership of Prime Minister, His Excellency Alix Didier Fils-Aimé, to strengthen national security, advance the electoral process, and lay the foundations for free, credible, inclusive and peaceful elections. CARICOM commends the progress achieved and encourages the continued implementation of these efforts.

Heads of Government underscore that the successful completion of the current transition remains essential to enabling the Haitian people to freely choose their leaders through a democratic electoral process. They welcome the Government's continued focus on Haiti's immediate priorities: restoring security, ensuring stability, and advancing the electoral process.

CARICOM reaffirms its support for strengthening Haiti's

national security institutions and calls for the full deployment and renewal of the mandate of the Gang Suppression Force (GSF), recognizing that Haiti's security is inseparable from the security and stability of the wider Caribbean.

CARICOM reiterates its commitment to continue working closely with the Haitian authorities, the United Nations, the Organization of American States and other international partners to help Haiti overcome the current crisis and create the conditions for security, free and credible elections, and lasting stability.

The Caribbean Community encourages all partners to support constructive engagement with Haiti's current authorities and all key stakeholders to contribute to a coordinated and unified approach that places the interests, security and future of the Haitian people at the centre of collective efforts.

The Community remains confident that, through sustained national commitment and continued regional and international support, Haiti will achieve a secure, stable and democratic future for the benefit of its people and the Caribbean Community as a whole.

Lisez Magazine HAITI-ESPOIR

www.magazinehaitiespoir.site

Facebook : Magazine Haïti-Espoir

Phone: +509 34751155/ AIDEZ-NOUS au NATCASH : +(509)5622 0262

ADMINISTRASYON JENERAL DWÀN



Lancement du module ASYVAL par l'Administration Générale des Douanes...

Lalwa ak Leta Santral bay Administrasyon Jeneral Dwàn plen pouvwa poul goumen kont kontrebann sou fontyè, nan ewopò ak nan waf yo. Konsa ,ajan dwàn yo gen otorizasyon pou yo:

- arete moun ki ap fè kontrebann;
- arete chofè kap transpòte machandiz kontrebann ;
- sezi machin ki ap transpòte yo;
- sezi machandiz sa yo.

Ou menm ki gen gwo depo ak magazen ,se pou fakti ak papye dwàn ou toujou pare pou montre enspektè dwàn yo. Ladwàn pap jwe, paske san lajan ladwàn, Leta pap ka fonksyone ni bay popilasyon an sèvis

MALÈ AVÈTI PA TOUYE KOKOBE ! EDE LETA POU LETA KA EDE NOU!



Haïti : entre tensions politiques et avancées du gouvernement

Par Jean Hector Anacacis, ancien sénateur de la République.



Les leaders de la Caricom autour de Marco Rubio

Les leaders politiques ont-ils compris que les maîtres du jeu ne sont plus la CARICOM, depuis l'échec cuisant de l'Accord 3 avril 2024 qui a donné naissance à la formule collégiale du CPT? Force est de constater que ce sont désormais les États-Unis, le Canada et l'Union européenne, ces soi-disant « amis d'Haïti » qui, eu égard à leur appui inconditionnel après la signature du *Pacte National pour la Stabilité et les Elections en Haïti*, les véritables maîtres du jeu.

Ceux qui se croient plus intelligents que les autres, courtisent le Premier ministre (PM) en lui sollicitant des postes ministériels. Bien que ces leaders soient en contact avec la CARICOM par pur calcul politique, ils négocient sous la table avec le PM Alix Didier Fils-Aimé afin de s'octroyer des postes administratifs.

A la suite de plusieurs rencontres tenues en toute discrétion entre des acteurs politiques, dont Moïse Jean-Charles, Annibal Coffy, Jonas Coffy, Simon Dieusel Desras, Delson Cius, Vasco Ternélan, Jean Ligondé et Patrick Pierre-Louis, tous continuent de plaider en faveur d'un Exécutif bicéphale et d'un nouvel accord politique. Le peuple haïtien veut-il vraiment renouveler cette expérience du temps perdu, dans une transition déjà si longue, avec les mêmes acteurs qui portent une large part de responsabilité dans Le calendrier reste attendu, mais un budget de 120 millions

l'échec actuel ?

Les accords du 11 septembre et du 21 décembre 2021 avec l'ancien Premier Ministre Ariel Henry, puis celui du 3 avril 2024, ont donné naissance à un Conseil Présidentiel de Transition (CPT) incohérent et inefficace. Un autre accord en cours d'exécution a été signé avec Alix Didier Fils-Aimé. On se demande, en toute lucidité, s'il y a péril en la demeure au point de vouloir parapher un cinquième accord avec d'anciens hauts dignitaires de l'État. Ces derniers, reconvertis en leaders politiques, n'offrent pourtant aucune alternative crédible au peuple haïtien.

Au cœur de cette agitation politique autour d'un gouvernement bicéphale, le PM Alix Didier Fils-Aimé affirme sa ferme détermination à renforcer les capacités des forces de l'ordre et à multiplier les opérations contre les groupes armés. Ces initiatives ne sont-elles pas en train de produire les effets attendus? Aux yeux de tous, une politique sécuritaire consiste avant tout à reprendre le contrôle des territoires perdus, à garantir la libre circulation et à protéger durablement les citoyens.

Par ailleurs, le processus électoral progresse vers son objectif : le cadre électoral a été adopté et les conditions pour la tenue d'élections crédibles sont enfin réunies. de dollars américains est déjà prévu pour le processus. Il ne

manque plus que ce calendrier pour que la machine électorale démarre. Tous s'accordent à constater que plusieurs camps de déplacés ont été vidés et que de nombreux déplacés internes sont retournés dans leurs zones respectives. Certains politiciens de l'opposition critiquent la lenteur du gouvernement en invoquant une pénurie de ressources financières. Pourtant, le gouvernement ne bénéficie-t-il pas de l'appui de ses partenaires internationaux et des signataires du Pacte national?

D'ailleurs, certains leaders politiques de l'opposition sont en quête d'avantages financiers mirobolants, estimant qu'Alix Didier Fils-Aimé n'a pas suivi la feuille de route qui lui avait été confiée. D'autres, en revanche, se disent satisfaits de la performance et de la dextérité avec lesquelles le PM a exécuté ses missions. Or, ceux qui se montrent amers envers Fils-Aimé ne sont-ils pas des politiciens insatiables, qui veulent tout accaparer? Malgré tout ce qu'ils obtiennent déjà du gouvernement, ils ne sont jamais satisfaits. Et qui, d'ailleurs, contrôle les douanes de province et profite de la contrebande, notamment à Belladère et au Cap-Haïtien, pour ne citer que ces exemples? Plusieurs bureaux de douane demeurent sous l'influence de groupes politiques qui critiquent pourtant le gouvernement,

tandis que l'État subit à ce niveau un manque à gagner considérable.

A quand les élections, pour mettre fin à ces manœuvres politiques doublées de manipulation et d'hypocrisie? Ces hommes politiques en quête d'un poste parviendront-ils à prendre le dessus sur les efforts du PM et ses initiatives en faveur de la promotion de l'investissement et du renforcement des partenariats pour la relance économique? S'exprimant lors d'un forum sur l'investissement organisé à cette occasion, le PM a réaffirmé sa détermination à relever les défis sécuritaires et économiques du pays afin de créer un environnement propice aux affaires. Il a insisté sur le développement des infrastructures (ports, aéroports) et sur la mobilisation de l'ensemble des acteurs du secteur privé dans le cadre d'une économie solidaire, en vue d'améliorer les conditions de vie de la population haïtienne pour un développement durable. Force est de constater que le gouvernement d'Alix Didier Fils-Aimé, malgré les difficultés économiques et sociales, cherche à surmonter les obstacles avec intelligence et doigté.

Me. Anacacis Jean Hector

Ex- Sénateur de la République

Coordonnateur de LAPEH



**M PA P KITE ANYEN
SOU DO PITIT ANYEN**

Tel: (509) 2812-6300 / (509) 4799-7582
(785) 464-0966
WWW.PROTECTA.HT

PROTECTA
Assurance-Terrain

AIC

DE LA COMMUNAUTÉ AFRO-MEXICAINE

Par Jean Henoc Faroul



Jeunes afro-Mexicains

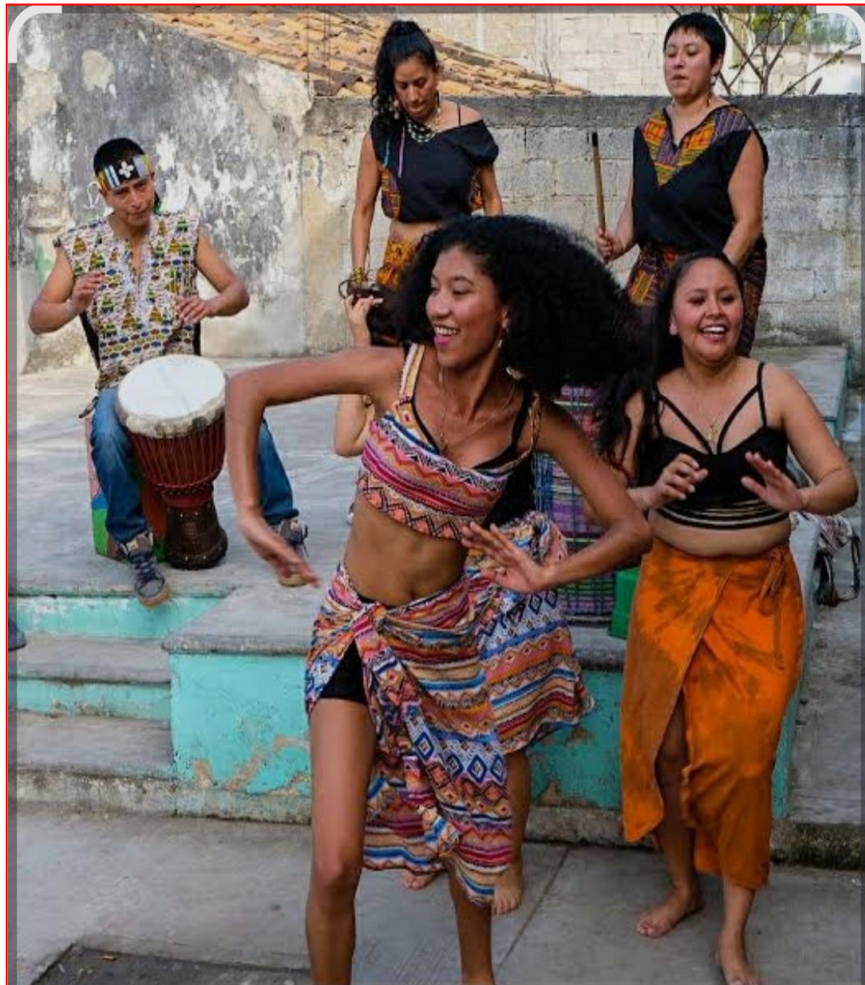
Y a-t-il des Afro-Mexicains? C'est une question que l'on pourrait se poser, même si elle paraît bizarre. Les Mexicains d'ascendance africaine n'apparaissent jamais ou presque au-devant de la scène mexicaine. On a même l'impression que leur apport historique dans la construction de la société moderne du Mexique, n'a pas été apprécié à sa juste valeur. Pourtant, ils y sont assez nombreux. Officiellement, la communauté afro-mexicaine est estimée à 2.5 millions d'âmes sur les 132 millions du pays. Elle représente donc environ 2% de la population globale ; peut-être plus, car les mulâtres ou autres niveaux de mélange Noir-Blanc ou Noir-Amérindien au Mexique, rentrent dans cette tranche de la population. Leurs afro-descendants sont aujourd'hui concentrés dans les régions centrales et méridionales du pays : à la capitale Mexico-City, et dans les provinces (Etats) de Oaxaca (Costa Chica), Veracruz, Jalisco et Guerrero. Ils viennent :

- directement de l'Afrique durant l'ère coloniale ;
- des colonies anglaises, espagnoles de la Caraïbe et de l'Amérique Centrale ;
- des USA : le Mexique était une terre de refuge pour les esclaves marrons des États du Sud des USA.

À part le *Bélize*, les pays au sud du Rio Grande, du *Mexique* jusqu'à la *Colombie*, en passant par le *Guatemala*, le *Honduras*, le *Nicaragua*, le *Salvador*, le *Costa Rica* et le *Panama*, ont tendance à occulter leur ascendance négro-africaine. À croire que leurs populations seraient constituées uniquement de descendants d'Européens (Ibériques) et de populations indigènes (Amérindiens). Il est vrai que, contrairement aux USA, aux Caraïbes et au nord de l'Amérique du Sud (*Colombie*, *Venezuela*, *Equateur*, les 3 *Guyanes*), les esclaves noirs tirés d'Afrique ont été plutôt en nombre restreint. La main d'œuvre indigène ayant été si nombreuse, les colons Espagnols ne sentirent pas la nécessité d'y amener trop de bateaux négriers. Seulement 200 mille Noirs d'Afrique furent amenés dans la Nouvelle Espagne (le grand Mexique colonial) au cours des années 1500 et 1600.

Les races pures n'existant pas en général, être "Noir" en Amérique s'avère plus une construction sociale qu'une réalité biologique ou génétique. Qui est considéré comme Noir ? Qui ne l'est pas ? À partir de combien de générations perd-on son identité noire ?

Page suivante



Réminiscence des danses africaines au Mexique

Parmi ces organisations, on peut citer :

- *Mexico Negro A.C.*, fondée en 1997 ;
- *Colectiva de Mujeres Afromexicanas en Movimiento* ;
- *Huella Negra* ;
- *Red de Mujeres de la Costa Chica* ;
- *Colectiva Afros Chingonas*.

Ces organisations sont assez récentes, alors que les institutions internationales défendant les droits des minorités, considèrent que les Afro-Mexicains ont toujours fait l'objet de discrimination culturelle, d'invisibilité systémique et de profilage racial.

On dit 4 générations, suivant la logique coloniale mexicaine ! Après l'indépendance nationale au début des années 1810, le Mexique se considéra "mestizo" (métis), c'est-à-dire un mélange d'Européens et d'Amérindiens, de même que la première constitution haïtienne de 1085, établit que tous les Haïtiens sont "Noirs". On effaça donc au Mexique l'existence de Noirs.

Il faut attendre la *Constitution de 2019*, sous la Présidence du progressiste **Andrés Manuel López Obrador** (2018-2024) pour reconnaître officiellement l'existence d'une communauté noire mexicaine distincte, de même que les communautés amérindiennes. Ainsi donc, l'Article 2 de la Constitution a été amendée pour reconnaître les communautés indigènes et afro-descendantes comme sujets de droit public, leur garantissant l'autodétermination. La lutte pour le respect des droits et de la culture afro-mexicaine s'en trouve renforcée : des organisations socio-culturelles s'activent de plus en plus pour faire valoir leurs droits en tant que citoyens Mexicains à part entière, et leur droit à la différence en tant communauté distincte des autres.



Vicente Guerrero, Premier President mexicain noir

HAITI-ESPOIR :
IDENTIFIER LES PROBLÈMES ;
DÉTERMINER LEURS CONSÉQUENCES ;
RECHERCHER LEURS CAUSES ;
SENSIBILISER LES GENS ;
ET LES MOBILISER AUTOUR DES SOLUTIONS !

GÉNÉRIQUE

Directeur Général
Me. Jean Hénoc Faroul

Rédacteur en Chef
Me. Jean Hénoc Faroul

Secrétaire de Rédaction
Me. Jean Hénoc Faroul

Rédaction
Mutchi Obas
Alex Calas
Ing. Moïse Charles
Ing. Yves Junior Vancol
Me. Manfred Siméon
Me. Jean Hénoc Faroul
Bernadel Joseph
Jean Gustave Molin
Martine Milard

Promotion
Alex Calas

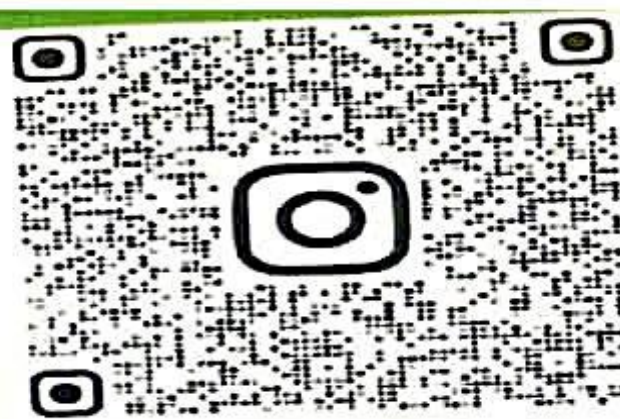
Reporter
Thomas Goldy

Responsables de Publicité
Eder Rosier

Marketing et distribution
Jean Eudes Pierre Jean

Art graphique
Alexis Jean Billy.

PERFORMANCE MOBILE CARWASH



PERFORMANCEMOBILECARWASH



- Buff Hand
- Spray Wax
- Shampoo Shine
- Bright and Full Detail



- We take pride in making your vehicle!
- Better Service and better Price!
- After 5 washes get one free.

PERFORMANCE CARWASH

Address:

Dade County and Broward County, Miami, Florida, USA.

Phone: 786-226-5619

We take Zelle, Cash App, Venmo, Apple Wallet.

By appointment only.



Jean Volcy, owner, car detail

“AUTOROUTE DE L'AMBRE”: POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA ZONE ATLANTIQUE

Par Jean Hénoc Faroul



La maquette de l'Autopista del Àmbar

“Autopista del Ambar” (autoroute de l’ambre), c’est le nom d’un nouvel axe routier qui reliera **Santiago de los Caballeros**, la deuxième ville de la République Dominicaine, à **Puerto Plato** sur la côte nord-occidentale. L’objectif visé est de connecter de manière plus rapide et plus sûre ces deux grandes villes aux fins d’impulser l’économie régionale du Cibao, notamment de la Côte Atlantique. La durée du voyage entre les deux villes passera de 90 minutes à 30 minutes, à travers la “cordillère septentrionale”, la chaîne de montagne du nord. Il s’agira d’une route moderne conçue sur le modèle des pays avancés dans cette zone touristique en plein développement.

Elle aura les caractéristiques suivantes : une longueur approximative de 32,5 à 35 kilomètres ; quatre (4) voies, deux dans chaque direction ; des accotements de sécurité ; une séparation des voies avec des murs de type « New Jersey » et des garde-corps latéraux.

Promoteur : APP Quisqueya, S. R. L. ;

Modalités : Contrat privé ;

Montant de l’investissement de référence : environ 32 milliards de pesos dominicains (environ 540 millions de dollars américains) ;

Durée du contrat : 40 ans.

Suivant certaines estimations, ce projet mobilisera plus de 3,5 millions de véhicules par an, créera quelque 6,800 emplois et renforcera le tourisme, la logistique, l’industrie et l’agriculture dans la région Nord.

L’autoroute fera l’objet de paiement de droit de passage dont le tarif habituel est de 100 pesos dominicains (100 RD\$) aller-retour. Le péage situé au kilomètre 32 sur l’autoroute Duarte (*Autopista Duarte*), qui relie la capitale **Santo Domingo** à **Santiago de los Caballeros**, une route de 22 voies, est le plus grand de la République dominicaine.

La pratique de route à péage est assez courante en République Dominicaine. Elle permet d’amortir les frais de construction et d’entretien des routes. Elle favorise le développement d’un véritable maillage routier quadrillant le pays de routes nationales, provinciales et locaux modernes. Ce qui entraîne le désenclavement des zones de production agricole et minière, et l’exploitation de destinations touristiques.

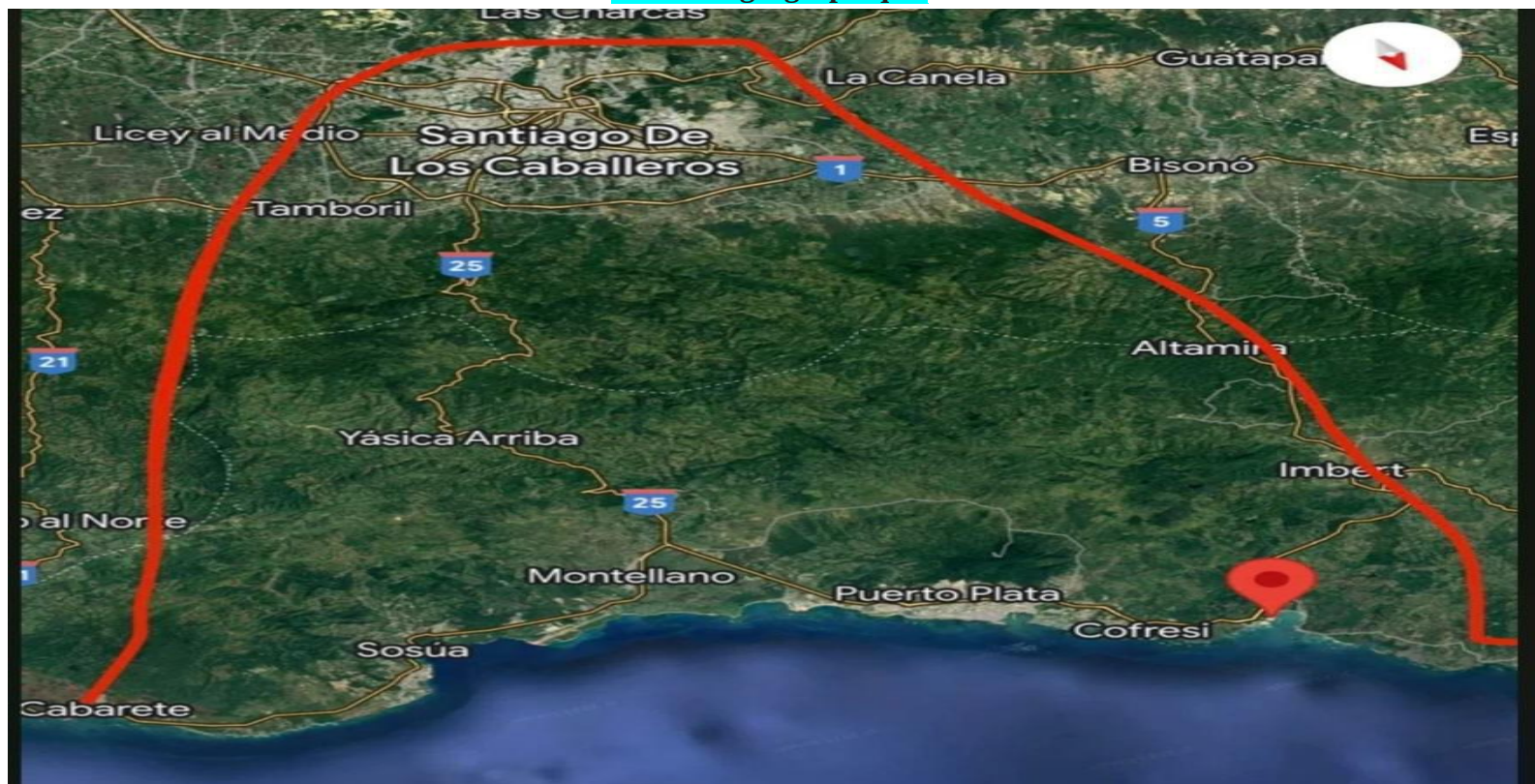
Page suivante

Description du projet :

C'est le fruit d'un partenaire public- privé : une compagnie de construction privée sera chargée de la *conception*, la *construction*, le *financement*, l'*exploitation* et l'*entretien* de cette nouvelle autoroute à péage, ainsi que l'*exploitation* et l'*entretien* de la voie de contournement nord de Santiago de los Caballeros. **L'Autoroute de l'Ambre** mesure plus d'une trentaine de kilomètres et sa vitesse de conception est de 100 km/h.

Elle reliera principalement les villes de **Santiago de los Caballeros** et de **Montellano** (Puerto Plata). La perception du péage de cent (100) pesos sera gérée par le *RD-Vial Trust*. Dans le cadre de ce projet, la société de gestion percevra l'intégralité du droit de passage sur l'autoroute et le périphérique de Santiago.

Situation géographique :



Le projet sera exécuté sur la côte atlantique qui représente la deuxième destination touristique de la République dominicaine, après la zone métropolitaine de Santo Domingo (Sud) et la zone orientale (Juan Dolio, la Romana, Higüey, Punta Cana, etc.). Avec plus de dix mille chambres d'hôtel, des terrains de golf, des restaurants, un aéroport, un port commercial, un port de croisière, des infrastructures routières, un système d'assainissement et un réseau énergétique, **Puerto Plata** est le principal centre urbain, commercial et touristique de la région atlantique. Ce projet entend donc combler le fossé actuel entre la province de Santiago de los Caballeros (la deuxième province de la République dominicaine en termes économiques et démographiques) et Puerto Plata (qui abrite la deuxième destination touristique du pays et la principale ville de la côte nord).

Cette différence de niveau de développement des infrastructures se reflète dans les paramètres de temps, de qualité, de sécurité et de résilience des transports terrestres.

Ceux-ci sont inférieurs à ceux des infrastructures développées dans la région orientale et la zone métropolitaine du pays au cours des 15 dernières années. Cela a entraîné un retard important dans le développement socio-économique de la province de Puerto Plata, par rapport à ces régions.

Ces projets de développement rentrent dans le cadre de la réalisation par la République Dominicaine des 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) dans la période 2015-2030, tels que définis par l'ONU. Les concepteurs de l'autoroute de l'Ambre (Autopista del Ambar) croient qu'ils sont en harmonie avec les 3 ODD suivants :

- Objectif 9 : « Industrie, innovation et infrastructure »
- Objectif 11 : « Villes et communautés durables »
- Objectif 17 : « Partenariats pour la réalisation des objectifs ».

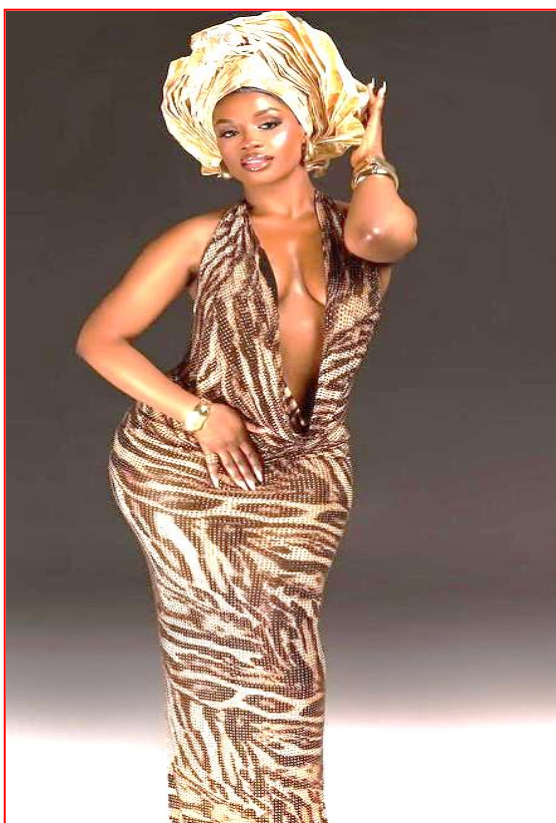
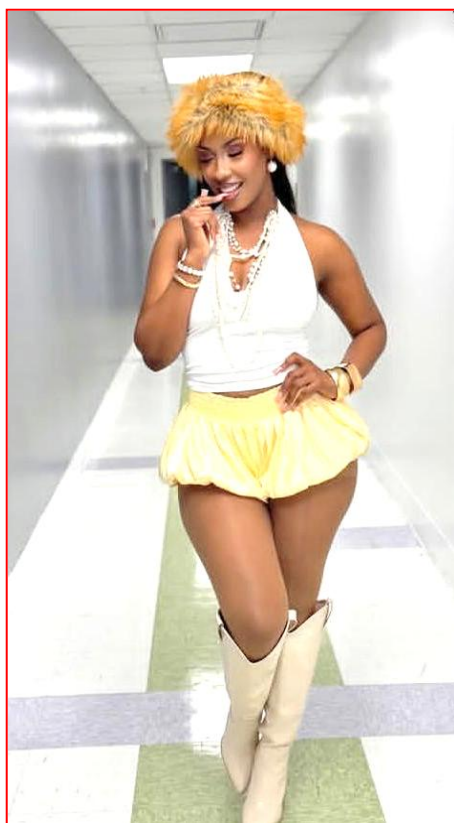
A bien des égards, la République Dominicaine représente un modèle pour plusieurs pays des grandes Antilles.

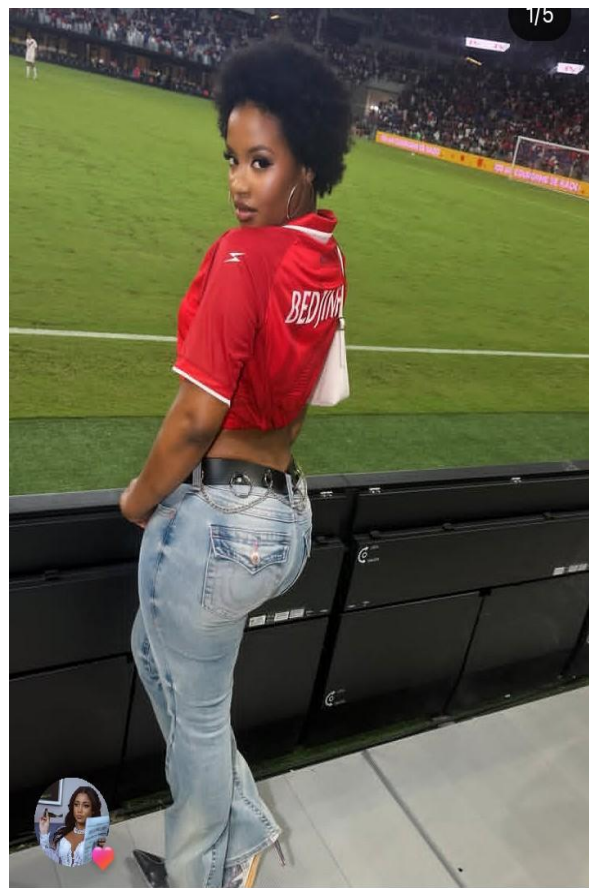
Jean Hénoc Faroul

LA BÉAUTE DE LA SEMAINE

Marie Bedjine Love David, alias Bedjine

- Musicienne et auteure- compositrice haïtienne
- Née à Port-au-Prince le 3 Janvier 1998
- Style musical : *Kompa, R and B, Afrobeat*
- Elle a remporté plusieurs prix, comme la *Music Video Africa Awards* (MVAA) à Lagos au Nigeria ; la *Zikomo Africa Awards* en Tanzanie récompensant la ‘‘Meilleure artiste afro-caribéenne’’ et ‘‘meilleure artiste vocale’’.





La beauté haitienne

Importance du traitement du cancer à base de venin de scorpion bleu à Cuba.

Par Eriakna Castellanos Abad,

- docteur en médecine,
- spécialiste en médecine générale,
- spécialiste en hygiène et épidémiologie,
- diplômée en histoire et art appliqués à la médecine,
- titulaire d'une maîtrise en patrimoine artistique et études de la culture visuelle,
- et d'une maîtrise en développement culturel communautaire.



Vidatox: Tratamiento contra el Cáncer en Cuba para todas las edades

Hyalinochilus diabolicus, le scorpion bleu, est abondant dans certaines régions de Cuba. Le cancer est l'une des principales causes de mortalité dans le monde, et son traitement demeure un défi majeur pour la médecine moderne. À Cuba, les recherches sur le venin du scorpion

bleu (*Hyalinochilus diabolicus*) ont ouvert de nouvelles perspectives en oncologie. Cette approche novatrice a suscité un vif intérêt tant au niveau national qu'international, car elle représente une alternative prometteuse dans la lutte contre cette maladie dévastatrice.

Mécanisme d'action du venin :

Le venin du scorpion bleu contient divers peptides bioactifs qui ont démontré des *propriétés anti-tumorales*. L'un des composants les plus étudiés est l'*hyaluronidase*, qui influence la prolifération et la migration des cellules cancéreuses. Des études ont montré que ces peptides peuvent induire l'*apoptose* (mort cellulaire programmée) des cellules tumorales, ce qui pourrait limiter la croissance et la propagation du cancer. De plus, le venin agit comme

un modulateur du système immunitaire, renforçant la réponse immunitaire de l'organisme contre les cellules cancéreuses. Ceci est particulièrement pertinent dans le contexte du cancer, où l'échappement au système immunitaire par les cellules tumorales est un phénomène courant.

Cuba a été pionnière dans la recherche et le développement de traitements à base de venin de scorpion bleu.

L'utilisation de ce venin a permis la création d'un médicament appelé **Vidatox**, utilisé comme traitement adjuvant dans différents types de cancer. Ce médicament a fait l'objet de nombreuses études cliniques qui ont démontré son efficacité et son innocuité (NDLR. Ni toxique, ni nocif) chez les patients atteints de cancer. L'importance du **Vidatox** réside non seulement dans sa

capacité à cibler les cellules cancéreuses, mais aussi dans son potentiel d'améliorer la qualité de vie des patients.

De nombreuses études ont rapporté que les patients utilisant ce traitement complémentaire constatent une réduction des effets secondaires liés à la chimiothérapie et une amélioration de leur bien-être général.

Impact socio-économique :



Le scorpion bleu

Sa capacité à induire la mort cellulaire dans les tumeurs et à moduler le système immunitaire offre un nouvel espoir aux patients atteints de cette maladie. Par ailleurs, son développement local contribue non seulement à améliorer la qualité de vie des patients, mais aussi au progrès scientifique et économique du pays. La poursuite des recherches dans ce domaine est essentielle pour confirmer son efficacité et explorer de nouvelles applications thérapeutiques.

En résumé, le venin de scorpion bleu représente non seulement une avancée médicale, mais aussi un atout précieux pour la santé publique et l'économie cubaine.

Le développement et l'utilisation du venin de scorpion bleu à Cuba ont également des implications socio-économiques. En tant que traitement local, il réduit la dépendance aux médicaments importés et coûteux, ce qui peut être un facteur déterminant dans un pays aux ressources limitées. De plus, le développement de cette thérapie a stimulé la recherche scientifique dans le pays, favorisant la formation de professionnels dans les domaines liés à la biomédecine et à la pharmacologie.

Le traitement du cancer à base de venin de scorpion bleu représente une innovation majeure en oncologie cubaine.

Eriakna Castellanos Abad,

- *docteur en médecine,*
- *spécialiste en médecine générale,*
- *spécialiste en hygiène et épidémiologie,*
- *diplômée en histoire et art appliqués à la médecine,*
- *titulaire d'une maîtrise en patrimoine artistique et études de la culture visuelle,*
- *et d'une maîtrise en développement culturel communautaire.*



HAITI-ESPOIR :
IDENTIFIER LES PROBLÈMES ;
DÉTERMINER LEURS CONSÉQUENCES ;
RECHERCHER LEURS CAUSES ;
SENSIBILISER LES GENS ;
ET LES MOBILISER AUTOUR DES SOLUTIONS !

GÉNÉRIQUE

Directeur Général
Me. Jean Hénoc Faroul

Rédacteur en Chef
Me. Jean Hénoc Faroul

Secrétaire de Rédaction
Me. Jean Hénoc Faroul

Rédaction
Mutchi Obas
Alex Calas
Ing. Moïse Charles
Ing. Yves Junior Vancol
Me. Manfred Siméon
Me. Jean Hénoc Faroul
Bernadel Joseph
Jean Gustave Molin
Martine Milard

Promotion
Alex Calas

Reporter
Thomas Goldy

Responsables de Publicité
Eder Rosier

Marketing et distribution
Jean Eudes Pierre Jean

Art graphique
Alexis Jean Billy



RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

Conseil Electoral Provisoire

NOTE DE PRESSE

PUBLICATION DE LA LISTE DÉFINITIVE DES PARTIS POLITIQUES AGRÉÉS

Le Conseil électoral provisoire (CEP), conformément à l'article 129 du Décret électoral, du 2 juin 2026, informe la population en général et les acteurs politiques en particulier de la publication de la liste des partis politiques agréés à poursuivre les prochaines étapes du processus électoral.

Cette publication constitue une étape déterminante dans la mise en œuvre du processus électoral et fait suite à l'examen des dossiers soumis par les structures politiques, réalisé conformément aux exigences prévues par le cadre légal.

Ladite liste est affichée sur le site internet : www.cephaiti.ht, la page officielle Facebook et le compte X du CEP.

Le Conseil électoral provisoire réaffirme son engagement à conduire le processus électoral de manière inclusive et impartiale, dans le respect des principes d'indépendance, de transparence, et de responsabilité démocratique.

Pétion-ville, le 9 juillet 2026.-

Pour authentification : (509) 4420 - 6006



72, Rue Stephen A. Foster, Pétion-ville

Hugues Berthin Férol : peindre pour guérir

Un parcours entre Haïti et le Canada

Par Martine Milard



Le peintre Hugues Berthin Férol

Hugues Berthin Férol a étudié les arts plastiques à l'ENARTS (École nationale des arts) dans les années 90. Curieux d'approfondir le lien entre peinture et restauration d'œuvres d'art, il poursuit ensuite ses études à l'université Quisqueya, en option « *Gestion et conservation de biens culturels* ». Il devient ainsi à la fois peintre et restaurateur. Cet artiste confirmé est aussi écrivain : il a participé au recueil collectif *Osmose* pour un regard métamorphosé, un ouvrage mêlant textes et illustrations qui invite à porter un regard neuf sur Haïti.

Il grandit en Haïti dans un quartier où, dès son jeune âge, il côtoie des figures majeures de l'art visuel haïtien — Dieudonné Cédor, Ernest Louisor, Préfète Duffaut, Frank Étienne. Plus tard, pendant ses neuf années comme restaurateur de peinture de chevalet à la galerie d'art Nader, il a l'occasion d'échanger avec Franck Louissaint et Levoy Exil.

Il rejoint la galerie Nader en 2007. En 2015, il se marie au Canada puis revient travailler à la galerie la même année.

En 2016, il fait un choix décisif : rejoindre sa femme au Canada, où il vit depuis maintenant plus de dix ans.

Une peinture habitée

L'inspiration de **Hugues Berthin Férol** se niche dans le quotidien : une chanson entendue, un recueil de poèmes, un enfant qui pleure, le chant de la pluie sur des carreaux brisés, un oiseau affamé, une végétation luxuriante, une injustice... Sa peinture porte une charge émotionnelle et symbolique forte, puisée dans ses racines culturelles tout en dialoguant avec son environnement actuel.

Ses tableaux se distinguent par leurs textures et leurs superpositions, comme si chaque couche cachait une histoire. Un va-et-vient entre liberté et tristesse anime sa création : ses coups de pinceau semblent respirer la liberté, vifs et spontanés, tandis que ses silhouettes expriment à la

fois force et fragilité. L'œuvre devient alors un miroir d'expériences humaines profondes, capable de transmettre une émotion universelle.

Quand il peint ou écrit et que l'inspiration est là, l'artiste dit se sentir connecté à une énergie qui prend le contrôle. Il se laisse alors emporter, oubliant le temps d'un instant les soucis du quotidien. Il ne revendique aucun courant particulier : il se laisse aller face à la toile vierge, préférant que ce soit les autres qui nomment ce qu'ils perçoivent dans son travail. Pour lui, aucune surface — papier, carton, vitre, toile, nuages — n'est dépourvue de motif : il suffit de savoir l'aborder pour qu'elle révèle peu à peu ses secrets.

Dans la lignée de Saint-Soleil

Hugues Berthin Férol utilise des contrastes puissants et des ombres d'où semblent émerger ses personnages. Ses silhouettes occupent tout l'espace de la toile, parfois isolées face à un environnement vaste ou abstrait — une esthétique qui rappelle Tiga (Jean-Claude Garoute) et le mouvement Saint-Soleil, né en Haïti dans les années 1970 autour de l'art brut, de la transe et de la création spontanée. Comme les œuvres de ce mouvement, celles de Férol dégagent un effet thérapeutique :

Saint-Soleil cherchait à libérer l'âme par un geste artistique affranchi des codes académiques. Même s'il refuse toute étiquette, l'artiste s'inscrit dans cette filiation spirituelle et esthétique. Ses silhouettes agissent comme des ponts entre deux mondes, et le mouvement fluide, la répétition des lignes et des motifs autour de ses personnages créent un effet presque hypnotique, méditatif, comme une danse.

Sa peinture devient une passerelle entre deux rives : le passé et le présent, Haïti et Montréal.

Page suivante

Cette fonction de reconnexion donne à son travail sa dimension thérapeutique. Le regard du spectateur voyage sans cesse entre l'éclat de la liberté et l'ombre de la mémoire — un contraste entre chaleur solaire et profondeur

Une peinture qui soigne

Trois notions se répondent dans son travail : la résilience face à la tristesse devient une force qui permet de survivre, et cette survie débouche sur une réconciliation avec soi-même et avec sa propre histoire. L'artiste ne se contente pas de peindre la douleur, l'amour, l'injustice ou l'exil : à travers ses dégradés solaires et ses silhouettes fortes, il guide le spectateur dans un processus de guérison. La toile devient un espace de transformation, et la réaction qu'elle suscite est d'abord émotionnelle avant d'être esthétique.

Parce qu'il peint sans le filtre de la raison ou de règles strictes, Férol projette des archétypes universels : on ne cherche pas à « comprendre » ses œuvres de façon logique, on ressent une familiarité immédiate avec les formes. Face à ses silhouettes, on se retrouve devant un miroir d'empathie résiliente — le cerveau reconnaît le combat comme une ode à la vie, un thème que l'on retrouve aussi dans ses poèmes.

Les dégradés et la répétition des lignes agissent comme un ancrage visuel, abaissant le niveau de stress à la manière du bruit des vagues ou de la contemplation d'un feu. La présence des silhouettes évoque une compagnie plutôt

de l'ombre qui semble être le cœur même de son message. Chez lui, la lumière et la résilience finissent toujours par jaillir de l'obscurité, invitant à un voyage vers la réconciliation.

qu'une solitude, comme des guides de résilience. Ses personnages, débarrassés de traits trop précis, ne représentent personne en particulier : ils deviennent des réceptacles, une projection de nos propres états d'âme, invitant à un voyage silencieux vers l'introspection.

Pour Hugues Berthin Férol, la peinture est un formidable moyen d'aborder et de soigner certains maux, car la couleur porte en elle la joie, la tristesse, l'apaisement, le bien-être. « *Imaginez un monde sans couleur et sans émotion : ce serait un monde sans saison, sans raison de savourer la vie dans toute sa quintessence.* »

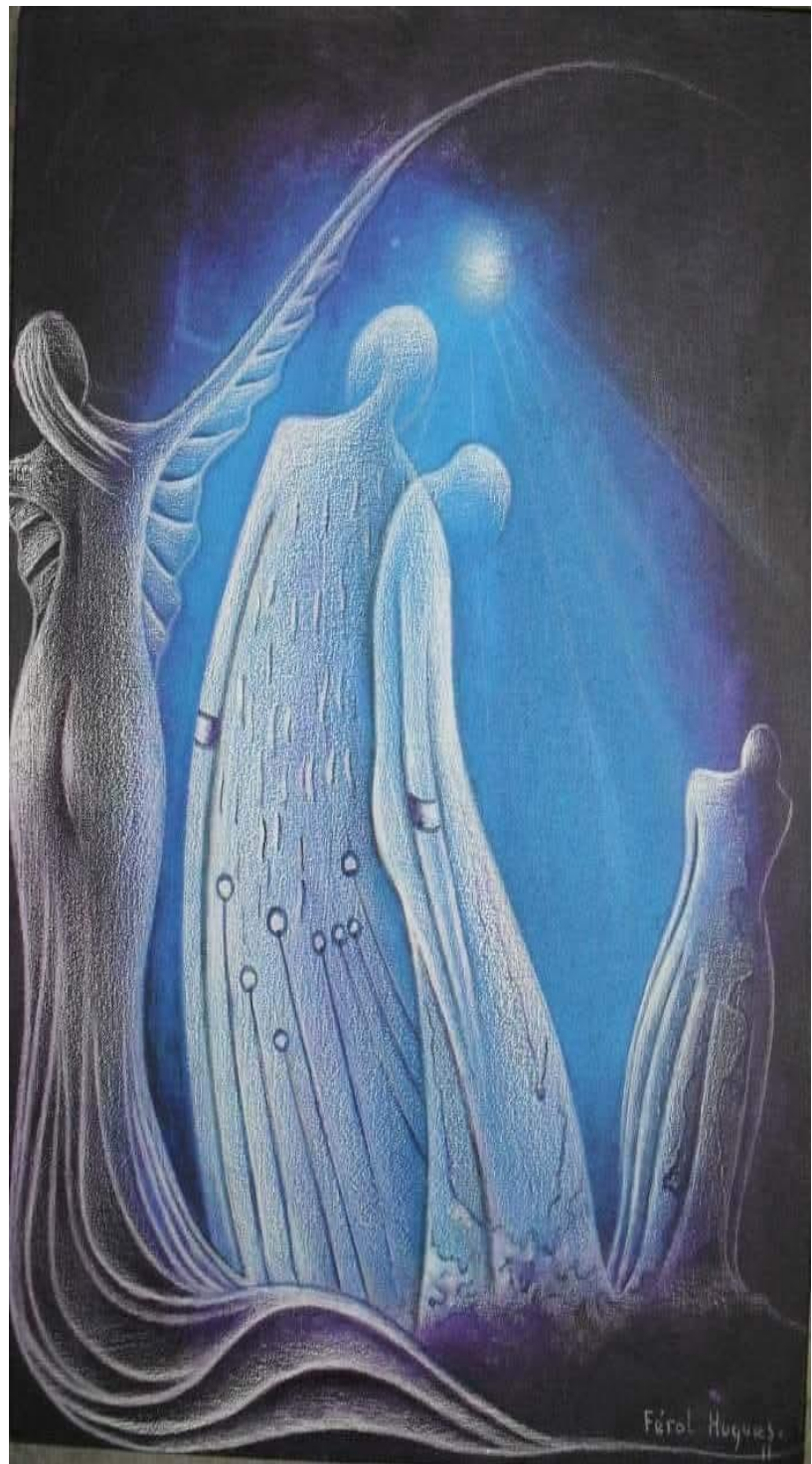
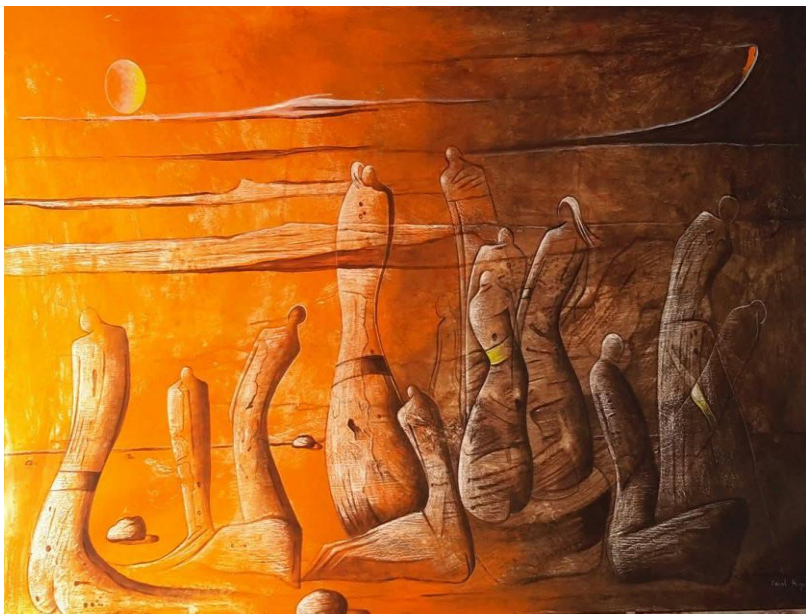
En dehors de ses expositions, l'artiste est présent sur Facebook, Instagram et YouTube — de véritables galeries virtuelles où son écriture et sa peinture continuent de toucher les âmes.

Martine Milard

Paris, France

Des tableaux de Hugues Berthin Férol





Le BMPAD engage un dialogue stratégique avec la Banque Caribéenne de Développement



De gauche à droite : Stevenson Jacques Thimoléon et un représentant de la BCD.

Le Bureau de Monétisation des Programmes d'Aide au Développement (BMPAD) poursuit ses démarches en vue de mobiliser des partenaires internationaux autour de projets structurants. Dans cette dynamique, le Directeur Général du BMPAD, Me **Stevenson Jacques Thimoléon**, a conduit une première séance de travail avec des représentants de la Banque Caribéenne de Développement (BCD) afin de présenter le *Programme d'Électrification Solaire des Services Publics Essentiels (PESPE)*, une initiative destinée à améliorer durablement l'accès à l'électricité dans les zones rurales d'Haïti.

Cette première rencontre marque une étape importante dans les efforts du BMPAD visant à nouer un partenariat avec la BCD autour d'un projet stratégique misant sur les énergies renouvelables pour renforcer les services publics essentiels. Au cours des échanges, le Directeur Général a présenté les grandes orientations du programme, qui prévoit

l'installation de systèmes solaires photovoltaïques autonomes dans les écoles publiques, les centres de santé et les sous-commissariats de la Police Nationale d'Haïti (PNH) situés dans les communes et sections communales les moins desservies en électricité. L'objectif est d'offrir aux populations rurales un accès plus fiable à des services publics de qualité, tout en contribuant à la réduction des disparités territoriales.

Le projet sera piloté par le BMPAD, avec l'implication de plusieurs partenaires institutionnels, notamment le *Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE)*, le *Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP)*, le *Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP)*, l'*Institut National de Formation Professionnelle (INFP)* ainsi que la *Police Nationale d'Haïti (PNH)*.

Page suivante



Energie solaire en milieu rural et suburbain en Haïti

Le BMPAD entend également mobiliser d'autres partenaires techniques et financiers afin de soutenir la mise en œuvre du programme. Cette approche interinstitutionnelle favorisera une exécution coordonnée, efficiente et durable. Cette initiative s'inscrit pleinement dans la vision du Gouvernement dirigé par le Premier ministre, M. Alix Didier Fils-Aimé, qui accorde une importance particulière à la modernisation des services publics, à la transition énergétique et à la réduction des inégalités territoriales. À travers ce programme, le BMPAD contribue à la mise en œuvre des priorités gouvernementales en matière de développement durable, d'amélioration des conditions de vie des populations et de renforcement de la présence de l'État dans les zones rurales.

Le PESPE ambitionne de mobiliser un investissement global de 45 millions de dollars américains sur une période de 36 mois, sous réserve de l'obtention des cofinancements nécessaires auprès des partenaires nationaux et internationaux. Dans l'immédiat, le BMPAD met l'accent sur la réalisation d'un projet pilote de 12 mois, première étape essentielle destinée à démontrer la faisabilité technique, sociale et financière du programme avant son déploiement à plus grande échelle.

Au-delà de l'électrification des infrastructures publiques, le programme prévoit la formation de techniciens locaux chargés de la maintenance des installations, la création de comités communautaires de gestion ainsi que la promotion des énergies renouvelables comme moteur du

développement local. À terme, il ambitionne d'électrifier 500 écoles, 300 centres de santé et 200 sous-commissariats de la PNH, contribuant ainsi à améliorer les conditions d'apprentissage de centaines de milliers d'élèves, à renforcer la qualité des soins de santé, à garantir la conservation des vaccins grâce au maintien de la chaîne froide dans les centres de santé et les dispensaires, ainsi qu'à accroître les capacités opérationnelles des forces de l'ordre dans les zones rurales.

À travers cette première rencontre avec la Banque Caribéenne de Développement, le BMPAD réaffirme sa volonté de diversifier ses partenariats techniques et financiers afin de concrétiser des projets à fort impact économique et social. Sous le leadership de Me. Stevenson Jacques Thimoléon, l'institution poursuit sa stratégie de modernisation en faisant des énergies renouvelables un levier de développement durable, de renforcement des services publics et de réduction des inégalités entre les milieux urbains et ruraux.

Cette première prise de contact ouvre des perspectives encourageantes pour l'établissement d'une coopération durable entre le BMPAD et la Banque Caribéenne de Développement, avec pour objectif de mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre du projet pilote, prélude à un programme national susceptible de transformer durablement l'accès aux services publics essentiels et d'accélérer le développement des communautés rurales en Haïti.

BMPAD

“

Pourquoi les problèmes liés à l'eau semblent-ils toujours revenir ?

Au fil de mes années sur le terrain et à travers l'élaboration du Plan National GIRE 2025–2050, j'ai compris que les crises hydriques ne sont pas des événements isolés, mais le résultat d'un système complexe.

C'est en comprenant les interconnexions, **en renforçant la gouvernance, les données, la participation** et la **planification par bassin versant** que nous transformerons les crises en opportunités de résilience.



Penser systémique, agir ensemble, pour une sécurité hydrique durable en Haïti.

#GIRE

Frantz CHRISPIN

Expert en Environnement, GIRE, WASH et Gestion des Ressources Naturelles



Gouvernance intégrée



Écosystèmes sains



Données et connaissances



Infrastructures durables



Participation et inclusion

Construire aujourd'hui la résilience hydrique de demain.

Pourquoi les problèmes liés à l'eau en Haïti Semblent-ils toujours revenir ?

Une lecture systémique des crises hydriques — Apports du Plan National GIRE 2025–2050

Frantz Chrispin | Ingénieur en Environnement et Aménagement, Chimiste, Spécialiste WASH et en Gestion des Ressources Naturelles, Professeur, UEH/CHCL

< 2 % Couvert forestier résiduel FAO / MARNDR, 2023	67 % Accès à au moins des sources d'eau de base 85 % en zone urbaine contre seulement 43 % en zone rurale Accès eau potable en zone rurale JMP WHO-UNICEF, 2023	Un cadre d'investissement pluriannuel estimé sur 25 ans, couvrant restauration des bassins versants, gouvernance et adaptation climatique INARHY/MdE, 2025-2050
--	--	---

Au fil de plus de 15 années de travail dans les domaines de l'environnement, de la gestion des ressources naturelles et de l'eau et l'assainissement (WASH), une question m'est revenue constamment sur le terrain :

« Nous passons beaucoup de temps à gérer les **conséquences** des crises de l'eau. Et si notre véritable défi était de transformer les **mécanismes** qui les produisent ? »

À chaque saison cyclonique, nous parlons d'inondations. Quelques mois plus tard, nous faisons face à la sécheresse. Les rivières s'ensablent progressivement, les bassins versants continuent de se dégrader, les conflits autour de l'eau se multiplient et les communautés restent parmi les premières victimes des aléas climatiques. Cette réalité est documentée : selon le *Programme Mondial d'Évaluation des Ressources en Eau (WWAP/UNESCO, 2023)*, les pays

à faible couvert forestier et à gouvernance de l'eau fragmentée sont systématiquement les plus exposés aux chocs hydriques répétés [1].

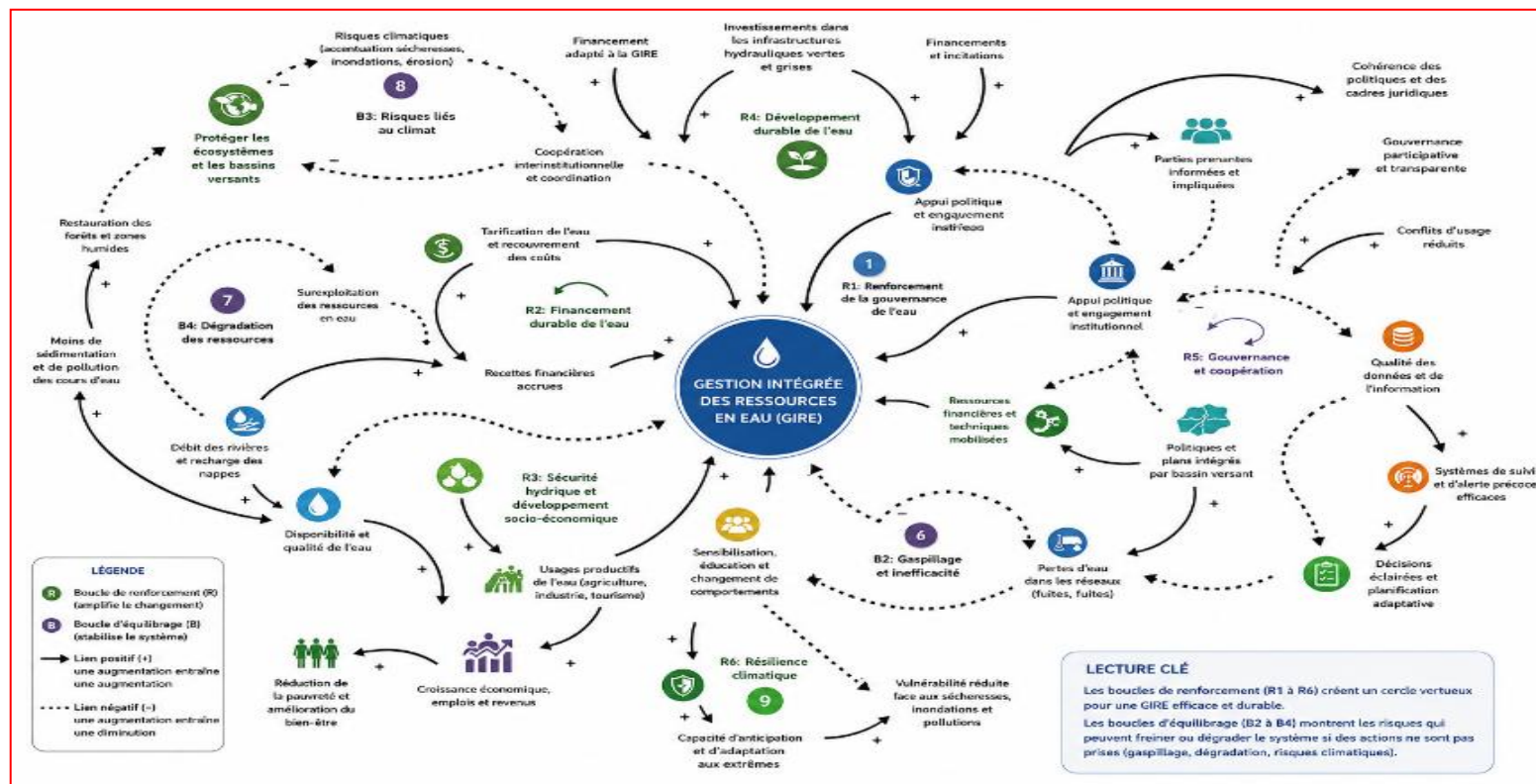
Haïti combine ces deux vulnérabilités de façon particulièrement aiguë. Avec moins de 2 % de couvert forestier résiduel — contre environ 60 % au début du XXe siècle selon la FAO [2] — et une architecture institutionnelle du secteur de l'eau longtemps fragmentée entre plusieurs ministères et agences, le pays présente les conditions structurelles d'une crise hydrique chronique. Pendant longtemps, comme beaucoup, j'avais tendance à observer ces situations comme des problèmes indépendants. Mais les analyses approfondies menées dans le cadre du **premier Plan National de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) 2025–2050** d'Haïti m'ont amené à changer profondément de regard [3].

2. La pensée systémique comme outil de lecture

La pensée systémique, formalisée notamment par Meadows (2008) dans son ouvrage de référence *Thinking in Systems*, offre un cadre analytique particulièrement adapté aux crises environnementales complexes [4]. Elle repose sur l'identification de **boucles de causalité** — des circuits de rétroaction qui expliquent pourquoi certains systèmes s'auto-entretiennent dans leurs trajectoires problématiques, même en présence d'interventions techniques ponctuelles.

J'ai compris que **les crises liées à l'eau ne sont presque jamais des événements isolés**. Elles sont les

manifestations visibles d'un système beaucoup plus complexe. C'est précisément ce que représente le **Diagramme de Boucles Causales (Causal Loop Diagram — CLD)** ci-dessous, élaboré dans le cadre des analyses préparatoires du Plan GIRE. À première vue, il ressemble à un ensemble de cercles reliés par des flèches. Pourtant, derrière ce schéma se cache une réalité que j'ai retrouvée dans presque toutes les situations observées sur le terrain.



3. Décryptage des boucles causales : le cercle vicieux haïtien

La méthodologie des CLD, codifiée par Sterman (2000) dans *Business Dynamics*, distingue deux types de boucles : les boucles de **renforcement (R+)**, qui amplifient les dynamiques existantes, et les boucles d'**équilibre (B-)**, qui les régulent [5]. Dans le contexte haïtien, le CLD révèle une prédominance de boucles de renforcement négatif :

R1 — Dégradation Renforcement (+)	La déforestation des bassins versants réduit l'infiltration de l'eau dans les sols. La diminution de la recharge des nappes phréatiques augmente la vulnérabilité hydrique des populations rurales, ce qui accroît la pression d'extraction sur les ressources restantes et accélère la déforestation. Variables clés : Couvert forestier, taux d'infiltration, niveau des nappes, pression démographique
R2 — Pauvreté hydrique Renforcement (+)	La rareté de l'eau potable augmente le temps consacré à son approvisionnement (principalement par les femmes et les enfants), réduit la productivité économique, aggrave la pauvreté et diminue les capacités d'investissement dans des solutions d'eau améliorées. Variables clés : Accès eau potable, charge de collecte, PIB/habitant, investissement WASH
B1 — Gouvernance Équilibre (-)	Une gouvernance plus efficace (coordination interinstitutionnelle, décentralisation réelle, données hydrologiques fiables) peut réguler les pressions sur les ressources. Cette boucle reste sous-activée en Haïti en raison de la fragmentation institutionnelle documentée par INARHY/MdE. Variables clés : Qualité institutionnelle, coordination DINEPA/INARHY, systèmes de monitoring

Cette dynamique systémique est cohérente avec les travaux de *Falkenmark & Rockström (2004)* sur les trappes de pauvreté hydrique (*water poverty traps*) dans les pays à faibles revenus : une fois enclenchées, ces boucles sont auto-entretenues et ne peuvent être rompues par de simples interventions techniques isolées [6].

4. Leçons comparatives : ce que le Japon peut inspirer à Haïti

Lors d'une mission de formation au Japon, j'ai été particulièrement marqué par la manière dont la gestion de l'eau est pensée à l'échelle des bassins versants. La comparaison avec Haïti est saisissante sur plusieurs indicateurs structurels :

Indicateur	Haïti	Japon
Couvert forestier	< 2 %	~ 68 %
Accès eau potable (rural)	~ 49 %	> 98 %
Cadre légal GIRE	Plan 2025–2050 (en cours)	Water Basic Act 1961 (révisé)
Coordination hydrologique	Fragmentée (DINEPA/INARHY/MdE)	MLIT + MAFF + MoE — cadre interministériel structuré (Water Basic Act)
Données hydrologiques en temps réel	Parcellaires	Réseau national MLIT/JICA
Indice de résilience climatique (ND-GAIN)	Faible (score ~30)	Élevé (score ~67)

Les résultats japonais ne reposent pas uniquement sur la qualité des infrastructures, mais sur la **cohérence systémique de l'ensemble**. Les institutions travaillent de manière coordonnée sous l'égide du Ministry of Land, Infrastructure, Transport and Tourism (MLIT) [7]. Les collectivités locales participent activement aux décisions via des comités de bassin versant légalement institués. Les données hydrologiques orientent les choix techniques et les

investissements s'inscrivent dans une vision de long terme, encadrée par le *Water Basic Act* de 1961, plusieurs fois révisé. Ces éléments correspondent exactement aux *Principes de Gouvernance de l'Eau de l'OCDE (2015)* : efficacité, efficience, confiance et engagement [8].

J'ai compris qu'en matière de gestion de l'eau, chaque progrès en entraîne un autre : une gouvernance plus efficace renforce la confiance, la confiance favorise la

participation, la participation améliore les décisions, et de meilleures décisions conduisent à des investissements plus pertinents. Ce **cercle vertueux**

constitue, à mes yeux, l'une des plus grandes leçons que le Japon peut inspirer à Haïti

5. Le Plan National GIRE 2025–2050 comme réponse systémique

C'est précisément cette vision systémique qui a guidé l'élaboration du **premier Plan National de Gestion Intégrée des Ressources en Eau d'Haïti (GIRE 2025–2050)**, coordonné par l'Institut National des Ressources en Eau (INARHY) et le Ministère de l'Environnement [3]. Ce plan constitue une réponse institutionnelle inédite dans l'histoire de la gouvernance de l'eau en Haïti, structurée autour de plusieurs axes fondamentaux :

- **Budget global** : Un budget total de 71,1 millions USD sur 25 ans, réparti entre restauration des bassins versants, gouvernance institutionnelle, infrastructures WASH et adaptation climatique.
- **Architecture** : 19 chapitres thématiques couvrant l'intégralité du cycle de l'eau : eaux souterraines, eaux de surface, qualité, gestion des risques, financement et cadre légal.
- **ODD 6.5.1** : Alignement sur l'Indicateur ODD 6.5.1 (taux de mise en œuvre de la GIRE), permettant un suivi international standardisé de l'avancement.

- **Résilience climatique** : Réduction des risques d'inondation et de sécheresse à l'échelle des bassins versants, en cohérence avec le Cadre de Sendai pour la Réduction des Risques de Catastrophes 2015–2030 [9].
- **Système d'information** : Intégration d'un système d'information hydrologique national, outil central d'aide à la décision pour DINEPA, INARHY et les collectivités territoriales.

La richesse de cette démarche ne réside pas uniquement dans les projets qu'elle propose, mais dans le **changement de perspective** qu'elle invite à adopter. Elle nous rappelle que l'eau n'est pas seulement une ressource à distribuer. C'est le fil conducteur qui relie les écosystèmes, les communautés, les institutions, le climat et le développement — un constat partagé par la *Déclaration de Dublin sur l'Eau et le Développement Durable (1992)*, qui pose les quatre principes fondateurs de la GIRE [10].

6. Vers une gouvernance fondée sur la science — Perspectives

Construire un barrage est important. Réhabiliter un réseau d'eau potable est indispensable. Mais si, dans le même temps, les bassins versants continuent de se dégrader, que les institutions travaillent chacune de leur côté et que la planification reste fragmentée, nous continuerons à courir

derrière les mêmes problèmes. Les travaux de *Folke et al. (2010)* sur la résilience socio-écologique démontrent que la **capacité d'adaptation** d'un système dépend moins de ses ressources physiques que de la qualité de ses mécanismes de gouvernance et d'apprentissage collectif [11].

Priorité	Action stratégique	Fondement scientifique	Référence clé
❑ Critique	Restauration des bassins versants prioritaires (Artibonite, Limbé, Momance)	Réduction R1 (dégradation-Vulnérabilité)	Falkenmark & Rockström, 2004 [6]
❑ Critique	Déploiement du système national d'information hydrologique (ODD 6.5.1)	Activation boucle B1 (gouvernance)	GWP TAC Paper No.4, 2000 [12]
❑ Important	Réforme du cadre légal de l'eau (loi-cadre GIRE)	Réduction fragmentation institutionnelle	OCDE Water Governance, 2015 [8]
❑ Important	Création de comités de bassin versant participatifs	Activation de la boucle B1 — confiance/participation	Ostrom, 1990 [13]
❑ Souhaitable	Programmes d'adaptation climatique intégrés aux secteurs eau, agriculture, santé	Co-bénéfices systémiques multi-sectoriels	Sendai Framework, 2015 [9]

Aujourd'hui, je suis convaincu que notre priorité doit être de transformer les mécanismes qui produisent les crises, et non de seulement en réparer les conséquences. Cette conviction, nourrie par des années de terrain, d'analyse institutionnelle et d'élaboration du Plan GIRE, me conduit à affirmer que **la véritable résilience hydrique d'Haïti ne sera pas construite brique par brique, mais système par système.**

Tant que nous ne comprendrons pas ces interconnexions — entre écosystèmes, institutions, données et communautés

—, nous continuerons à traiter les symptômes plutôt que les causes. Le Plan GIRE 2025–2050 constitue un premier pas décisif dans cette direction. Sa mise en œuvre effective est désormais le principal défi d'Haïti dans ce secteur.

« Promouvoir une gouvernance de l'eau fondée sur la science, la coopération et la pensée systémique, afin de construire une Haïti plus résiliente face aux défis environnementaux et climatiques. »

À propos de l'auteur

Frantz Chrispin est Ingénieur Environnementaliste et Spécialiste WASH avec plus de 15 ans d'expérience en gestion de projets internationaux WASH, environnement et gestion des risques (USAID, Banque Mondiale, AFD, BID). Il est Professeur de Chimie Environnementale à l'Université d'État d'Haïti

(UEH/CHCL, Limonade) et Coordinateur Principal du Plan National GIRE 2025–2050 (INARHY/Ministère de l'Environnement). Détenteur d'un Master en Environnement et Développement (Université Rennes 2, France).

Références bibliographiques

- [1] **UNESCO/WWAP** (2023). *The United Nations World Water Development Report 2023: Partnerships and Cooperation for Water*. UNESCO Publishing, Paris.
- [2] **FAO** (2020). *Global Forest Resources Assessment 2020 — Country Report: Haiti. Food and Agriculture Organization of the United Nations*, Rome.
- [3] **Chrispin, F.** (2024). *Plan National de Gestion Intégrée des Ressources en Eau d'Haïti (GIRE 2025–2050)*. INARHY / Ministère de l'Environnement, Port-au-Prince. 127 p.
- [4] **Meadows, D.H.** (2008). *Thinking in Systems: A Primer*. Chelsea Green Publishing, White River Junction (VT). 218 p.
- [5] **Sterman, J.D.** (2000). *Business Dynamics: Systems Thinking and Modeling for a Complex World*. McGraw-Hill, New York. 982 p.
- [6] **Falkenmark, M. & Rockström, J.** (2004). *Balancing Water for Humans and Nature: The New Approach in Ecohydrology*. Earthscan, London. 247 p.
- [7] **MLIT – Ministry of Land, Infrastructure, Transport and Tourism of Japan** (2022). *Water Resources in Japan*. MLIT Water Resources Department, Tokyo.
- [8] **OCDE** (2015). *OECD Principles on Water Governance*. OECD Publishing, Paris. DOI: 10.1787/9789264229174-en.
- [9] **UNDRR** (2015). *Sendai Framework for Disaster Risk Reduction 2015–2030*. United Nations Office for Disaster Risk Reduction, Geneva.
- [10] **ICWE** (1992). *The Dublin Statement on Water and Sustainable Development*. International Conference on Water and the Environment, Dublin, 26–31 January 1992.
- [11] **Folke, C., Carpenter, S.R., Walker, B., Scheffer, M., Chapin, T. & Rockström, J.** (2010). *Resilience thinking: integrating resilience, adaptability and transformability*. *Ecology and Society*, 15(4), 20.
- [12] **GWP Technical Advisory Committee** (2000). *Integrated Water Resources Management. TAC Background Papers No. 4*. Global Water Partnership, Stockholm.
- [13] **Orstom, E.** (1990). *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*. Cambridge University Press. 280 p.

Lisez Magazine HAITI-ESPOIR

www.magazinehaitiespoir.site

Facebook : Magazine Haïti-Espoir

Phone: +509 34751155/ AIDEZ-NOUS au NATCASH : +(509)5622 0262

ABC

ATIZAN BON CHANJMAN

SOLIDARITÉ D'HAÏTI ENVERS LE VENEZUELA

CENTRE ABC : ATIZAN BON CHANJMAN

Par Evans PAUL, Ancien premier Ministre



Vue d'une assistance portée aux victimes des puissants séismes du 24 juin 2026.

Le Centre ABC exprime sa profonde compassion au peuple vénézuélien, présente ses sincères condoléances aux familles endeuillées, souhaite un prompt rétablissement aux blessés et rend hommage à l'ensemble de la délégation médicale haïtienne pour son professionnalisme, son dévouement et son esprit de service.

Cette mission rappelle qu'une nation, même éprouvée, demeure toujours capable de tendre la main à un peuple frère.

Le Centre ABC : Atizan Bon Chanjman salue et félicite le Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP), sous le leadership du ministre, le Dr Sinal Bertrand, pour le départ, le mardi 7 juillet 2026, d'une mission humanitaire de trente et un (31) professionnels de santé haïtiens à destination de la République bolivarienne du Venezuela, afin de porter assistance aux victimes des puissants séismes du 24 juin 2026.

Moins de deux semaines après cette tragédie, cette initiative témoigne de la magnanimité du peuple haïtien qui, malgré les nombreuses difficultés auxquelles le pays est confronté, choisit de tendre la main à un peuple frère. Elle constitue un acte exemplaire de solidarité, de responsabilité humanitaire et de fraternité entre les peuples, tout en réaffirmant l'attachement d'Haïti à la protection de la vie et de la dignité humaine.

La solidarité est l'une des plus nobles expressions de l'humanité.

Delmas, Haïti

Jeudi 9 juillet 2026

Evans PAUL, Ancien premier Ministre

CENTRE ABC : ATIZAN BON CHANJMAN

Lisez Magazine HAITI-ESPOIR

www.magazinehaitiespoir.site

Facebook : Magazine Haïti-Espoir

Phone: +509 34751155/ AIDEZ-NOUS au NATCASH : +(509)5622 0262

Les étudiants de "Help School" en mode d'antan

Par Ulysse Jean Chenet



Cela a été très amusant à Help School Haïti, Léogâne le vendredi 10 juillet 2026, à la cérémonie de clôture de l'année académique 2025 – 2026. Les étudiantes de toutes les options ont organisé une journée d'antan pour rappeler les anciennes traditions du pays. Il n'y avait pas que la mode d'antan, il y avait aussi de la gastronomie ancienne d'Haïti.

Ils ont cuisiné du café créole, des fruits de "l'arbre véritable", du bouillon local, etc...

culture est toujours au centre de la formation académique et universitaire.

C'est vraiment intelligent de la part de ces jeunes des deux sexes d'intégrer la **Faculté Help School Haïti** qui enseigne toutes les filières des Sciences de la Santé:

Sciences Infirmières, Pharmacologie, Technologie Médicale, etc...

Le playlist de la journée n'était autre que dans anciennes musiques savourées avec des danses antiques du type "le 8". C'était vraiment une journée de rappel et d'exposition des cultures anciennes d'Haïti. À Help School Haïti, la

Help School Haïti, une Faculté qui fait toujours la différence.

Rédaction:

Ulysse Jean Chenet

(509)4183 9811/ 4458 0309

[Email: jeanchenetulyse@gmail.com](mailto:jeanchenetulyse@gmail.com)



HAITI-ESPOIR



“HAITI-ESPOIR” est une revue hebdomadaire de l’actualité nationale et internationale, qui analyse de manière scientifique et indépendante les faits majeurs de la vie économique, politique, sociale et culturelle d’Haïti et du Monde. La finalité, c’est d’apporter sa pierre à la reconstruction d’Haïti, ce pays fondé en 1804 au terme de la lutte menée par les grands émancipateurs Toussaint Louverture, Jean-Jacques Dessalines et le “libertador” Alexandre Pétion, et qui se trouve aujourd’hui au fond de l’abîme.

Nos articles et réflexions sont rédigés par de vrais professionnels des sciences sociales et humaines, toujours guidés par l’éthique, la neutralité et l’objectivité. Ce qui rend le travail ardu, austère, mais de qualité. La facilité passe, mais l’austérité demeure.

Nous partageons le magazine online et des fois en dur gratuitement à un large public qui a fini par nous adopter. Chaque semaine notre lectorat attend impatiemment la dernière parution de **“HAITI-ESPOIR”** qui informe et éduque. Et nous prenons bien soin de ne pas leur fausser compagnie, peu importe les difficultés.

Si vous aimez notre travail ; encouragez-nous ! Votre aide nous permettra de faire encore plus : mieux vous informer, mieux vous aider à comprendre les dessous des événements qui affectent votre vie quotidienne. Ceci est assez important ! << *Felix, qui potuit rerum cognoscere causas !*>> << *Heureux, celui qui a pu pénétrer la raison des choses.*>>, dit la langue de Virgile.

Compte en Gourde de “HAITI-ESPOIR” : 4260-000410.

Compte en USD de “HAITI-ESPOIR” : 4261-000169.

Banque Nationale de Crédit ou BNC.

Merci !